



Organisation
internationale
du Travail



Centre international de formation

DÉVELOPPEMENT RURAL ET TRAVAIL DÉCENT

BONNES PRATIQUES DE COOPÉRATION
SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

ÉCRIT PAR LES BÉNÉFICIAIRES DE LA BOURSE SSTC DE
L'ACADÉMIE SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL DU CIF-OIT



Copyright © Organisation internationale du Travail 2020

Première édition 2020

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante : Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Développement Rural et Travail Dément : Bonne Pratiques de Coopération Sud-Sud et Triangulaire
Édité par Anita Amorim, Fernanda Teixeira, Juliana Maziero Castro, Luisa Guerra et Kwassy Adjamah

Anglais : 9789220322475 (impression) 9789220322482 (web pdf)

Français : 9789220322499 (impression) 9789220322505 (web pdf)

Espagnol : 9789220322512 (impression) 9789220322529 (web pdf)

Données de catalogue du BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante : Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : pubvente@ilo.org. Visitez notre site Web : www.ilo.org/publns.

Remerciements

Nous adressons nos remerciements à tous ceux qui ont consacré du temps et des efforts à cette publication pour leur dévouement et leur soutien : Rie Vejs-Kjeldgaard, Linda Deelen, Anita Amorim, Mariangels Fortuny, Waltteri Katajamaki, Fernanda Teixeira, Fernando Baptista, Juliana Maziero Castro, Luisa Guerra et Kwassy Francisco Deo Adjamah. Nous remercions tout particulièrement les boursiers Sud-Sud de l'Académie sur le Développement Rural et auteurs des articles présentés dans cette publication.

Préface

L'atteinte des objectifs de développement durable d'ici 2030 et l'élimination de l'extrême pauvreté dans le monde exigent une politique accrue axée sur le développement rural. Placer le travail décent dans l'économie rurale au centre des programmes d'action nationaux et internationaux est crucial pour trouver des solutions durables et à long terme aux défis qui affectent des centaines de millions de personnes dans le monde, dont beaucoup sont de jeunes femmes et hommes vivant dans des zones rurales. L'Agenda du travail décent de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) soutient les pays dans leurs efforts pour promouvoir des moyens de subsistance ruraux durables grâce à une approche intégrée fondée sur les droits.

L'OIT, à travers son département des partenariats, et le Centre International de Formation (CIF-OIT) ont élaboré une série de programmes de formation à l'intention des décideurs politiques et des professionnels du développement rural et local sur la base des modalités de coopération Sud-Sud et triangulaire. Ces programmes facilitent le dialogue et le partage d'expériences entre les mandants de l'OIT et les parties prenantes dans l'hémisphère Sud sur le développement rural. Les professionnels apprennent les principes, la théorie et la pratique de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Ils mettent ensuite ces principes en pratique en faisant partie de la communauté de pratique établie sur des sujets liés au développement rural et local.

L'un des événements de formation clés en 2019 a été l'Académie de développement rural « L'avenir du travail dans les économies rurales », qui s'est tenue à Turin, en Italie, en décembre 2019. L'Académie rurale a offert un large éventail d'approches intégrées, d'outils et de modules de formation pour promouvoir le plein emploi productif. Il a été spécialement conçu pour les mandants de l'OIT et les professionnels travaillant sur le développement rural.

Cette compilation des bonnes pratiques a été réalisée par les bénéficiaires des bourses Sud-Sud à l'Académie de développement rural 2019, qui ont été soutenus par le Département des partenariats et de la coopération pour le développement (PARDEV) de la OIT dans le cadre de ses efforts pour promouvoir la Coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST).

Les articles sur les bonnes pratiques de cette publication sont d'excellents exemples de CSST dans le développement rural sur des sujets allant de la technologie des cultures, l'économie solidaire et la transformation des systèmes de transport à la distribution des produits.

Le Centre international de formation de l'OIT et le programme de coopération Sud-Sud du département des partenariats, ont soutenu cette initiative en 1) fournissant aux décideurs politiques et professionnels de haut niveau une formation de haute qualité sur des sujets liés au développement rural, 2) soutenant les bénéficiaires des bourses dans l'élaboration d'articles sur les politiques et pratiques de coopération Sud-Sud réussies dans leurs pays respectifs et 3) offrant des plateformes de partage des connaissances et des réseaux de praticiens de la CSST pour le développement rural tels que www.southsouthpoint.net.

Linda Deelen

Gestionnaire de programme - Programme d'entreprise, microfinance et développement local du Centre international de formation de l'OIT

Boursiers

Nicolas Arias, Argentine	1
Md Ashraf Hossain, Bangladesh	5
Patinde Yannick Arnaud Koussoube, Burkina Faso	8
Nicolas Nikobasa, Burundi.....	11
Fredrick Baba Baba, Cameroun	14
Jean Romain Bekile Kondjambende, Cameroun	17
Carlos E. Mendoza, Colombie.....	20
Claudia Milena Cepeda Zarama, Colombie	22
Hermann Orjuela Lozano, Colombie	28
Jessica Mora Álvarez, Colombie	31
Jason Castro Blanco, Costa Rica	35
Bahi Narcisse Biahi, Côte d'Ivoire.....	39
Hybo Jean-Pierre Fabrice Anouman, Côte d'Ivoire	42
Ruth Ferkah, Ghana.....	44
Susan Wanjiru Kiagiri, Kenya.....	47
Noutthong Alounthong, Laos	49
Phonethip Vorachith, Laos	53
Cristelle Ramaroson, Madagascar.....	57
Amadou Dia, Mauritanie	60
Juan Francisco Sanchez Arroyo, Mexique	63
Asmat Ullah, Pakistan.....	65
Harouna Thiam, Sénégal	69
Palesa Mahlatji, Afrique du Sud	72
Eyawélé Atta, Togo.....	76
Kumbirai Blessing Nyamwena, Zimbabwe	79

Nicolas Arias, Argentine

Établissement : Commission pour l’Eradication du Travail des Enfants de la Coordination des Centrales Syndicales du Cône Sud (CETI-CCSCS)

Titre de la bonne pratique : Contributions syndicales pour la prévention et l’éradication du travail des enfants dans le cône Sud.

Pays impliqués : Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay.

Objectif(s)

Institutionnaliser le traitement du travail des enfants dans le secteur syndical en permettant aux acteurs syndicaux de participer efficacement aux questions sectorielles et au dialogue social, au niveau régional, national et local. Promouvoir et participer à des actions directes sur le territoire.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

L’expérience a été développée à partir de l’an 2000 avec la création de la Commission pour l’éradication du travail des enfants de la coordination des centrales syndicales du cône Sud, qui a fonctionné de manière régulière pendant dix ans, sur le terrain et de manière virtuelle. Depuis le début, huit centrales syndicales ont participé, puis une autre, du Paraguay a rejoint l’initiative, en alternance avec la Central Obrera Boliviana.

- Argentine : Confederación General del Trabajo (Confédération Générale du Travail – CGT), Central de Trabajadores de la Argentina (Centrale des Travailleurs de l'Argentine – CTA)
- Brésil : Central Única dos Trabalhadores (Centrale Unique des Travailleurs), Confederação Geral dos Trabalhadores (CGT, désormais União Geral dos Trabalhadores – Union Générale des Travailleurs – UGT), Força Sindical
- Chili: Confederación Unitaria de Trabajadores (Confédération Unitaire des Travailleurs – CUT)
- Paraguay : Central Unitaria de Trabajadores (Centrale Unitaire des Travailleurs – CUT), Central Unitaria de Trabajadores Autentica ; Uruguay : PIT CNT. Cela représente environ 25 millions de travailleurs.

L’expérience a intégré le groupe continental pour l’éradication du travail des enfants de la Confédération Syndicale des Amériques afin d’assurer la coordination entre les différentes centrales du continent.

Efficacité de l'approche méthodologique

Les étapes développées dans ce processus ont été, en principe, la décision politique de l'organe syndical régional de donner un caractère institutionnel au traitement du travail des enfants en créant une commission pour traiter les problématiques. La commission pour l'éradication du travail des enfants (CETI) est composée d'un membre titulaire et d'un suppléant de chaque centrale. Un plan de travail de portée régionale, nationale et locale est élaboré, discuté et exécuté en différentes étapes sur dix ans. Aujourd'hui, des actions syndicales continuent à être développées également dans le domaine du dialogue social dans chaque pays, avec différents niveaux d'impact selon la capacité installée, et certaines consultations virtuelles perdurent.

Innovation

Sur la base des premières données fournies par le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) OIT, le secteur syndical des Amériques a l'intention de promouvoir la participation syndicale aux actions visant à éradiquer le travail des enfants d'une manière durable, associée à un travail décent pour les adultes et à une éducation de qualité pour les enfants, sachant que l'augmentation du taux de chômage s'accompagne d'une hausse du travail des enfants et que les enfants qui rejoignent la population active ont retardé ou abandonné leurs études.

Durabilité

Parmi les principales leçons tirées, on peut citer les suivantes :

- Il est essentiel que les décideurs de l'organisation prennent la décision politique de s'attaquer à un problème et s'y engagent.
- Il est essentiel de constituer un groupe de base avec des membres permanents et une spécialisation croissante.
- Il est nécessaire de s'entendre sur la caractérisation du problème et les stratégies pour y faire face. Une fois celles-ci posées, les répéter dans tous les cas.
- Toute progression vers l'institution de nouveaux éléments au sein d'une organisation existante rencontre des obstacles et résistances qui exigent objectivation et élaboration d'une stratégie de réalisation.

Adaptabilité

Cette expérience a intégré le groupe continental pour l'éradication du travail des enfants de la CS, afin d'assurer la coordination entre les différentes centrales du continent. La diffusion et les partages d'expériences réussies dans chaque région et secteur sont fondamentaux pour étendre

ces pratiques. Nous estimons essentielles l'élaboration et la coordination d'un groupe de base qui s'accorde sur la caractérisation du problème et les stratégies pour y faire face.

Résultats

Aujourd'hui, dans le cône Sud, on peut compter sur :

- Des acteurs syndicaux aux niveaux national et local intégrés à différents niveaux organisationnels, des instruments appropriés qui permettent une approche multiple et intégrale du problème du travail des enfants.
- Des espaces institutionnels constitués dans les différentes centrales syndicales pour le traitement et le suivi du travail des enfants.
- Une participation active et efficace des acteurs syndicaux aux niveaux sectoriel, multisectoriel, régional, national et local.
- Des plans nationaux et régionaux pour la prévention et l'éradication du travail des enfants, auxquels les syndicats participent activement.

Contacts

derechoshumanos@sec.org.ar

Référent : Susana Santomingo

Financement

Depuis 2003, le soutien financier et technique du programme de l'OIT pour l'élimination du travail des enfants, et du Bureau des Travailleurs de l'OIT (l'ACTRAV) a été déterminant pour permettre de consolider la proposition en termes organisationnels et de participation dans les organes socioprofessionnels du MERCOSUR (Marché Commun du Sud). Parallèlement, chaque centrale syndicale a apporté son réseau national d'infrastructures et de ressources humaines, techniques et économiques.

Matériaux et photos

Divers documents ont été conçus pour la diffusion et la sensibilisation au problème, ainsi que pour la formation des acteurs syndicaux. Des affiches, des encarts, des livrets, des vidéos, des manuels, des autocollants, des brochures, etc., ont été réalisés.



Hossain Md Ashraf, Bangladesh

Titre de la bonne pratique : Innovation en matière de service public en faveur des citoyens : Système électronique de passation des marchés publics (EGP).

Pays impliqués : Bangladesh, Bhoutan et Népal

Objectif(s)

Améliorer l'efficacité et réaliser des économies en matière de marchés publics, ou accroître la transparence des services d'approvisionnement : autant de mesures bénéfiques très difficiles à mettre en œuvre. La passation électronique des marchés publics (ou EGP), un processus dématérialisé permettant de gérer les achats et la vente de fournitures, de travaux et de services du gouvernement à l'aide de systèmes de réseautage, peut faciliter cette tâche. L'objectif général de la mise en œuvre du système EGP est de doter le gouvernement d'un système d'approvisionnement efficace, performant et transparent. Il s'agit également de proposer un meilleur service à ses citoyens et à ses entreprises évoluant dans l'économie numérique.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Le système EGP développé par la société de logiciels bangladaise Dohatec New Media a été lancé au Bhoutan en 2017, puis au Népal en 2018. Auparavant, le gouvernement du Bangladesh (ministère de la Planification) avait commencé à mettre en œuvre le système EGP avec l'aide technique de Dohatec. Grâce au soutien financier de l'ADB (*Asian Development Bank*) et de la Banque mondiale, Dohatec s'est associé à une société bhoutanaise (*New Edge Technology*) pour le compte du gouvernement bhoutanais en vue d'achever le processus EGP. Dans le cas du Népal, Dohatec et DG Market International Nepal ont obtenu un contrat pour l'exploitation et la maintenance des systèmes EGP. Le système EGP du Népal est soutenu financièrement par l'ADB et géré par le Bureau du Premier ministre du Népal.

Efficacité de l'approche méthodologique

Les modalités de gouvernance électronique, qui comprennent l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), et d'Internet en particulier, en tant qu'outil permettant d'améliorer la prestation de services par les institutions du secteur public. L'approche participative est particulièrement indiquée lorsque la collaboration entre les organismes gouvernementaux et les organisations privées est essentielle dans le cadre d'obligations juridiques pertinentes. En cas d'extension du modèle de gouvernance électronique à un autre pays en développement, le partage des connaissances, des ressources, et des technologies (entre autres) entre acteurs (gouvernements, organisations et particuliers) doit être assuré. Par

conséquent, la coopération Sud-Sud (CSS) et la coopération triangulaire se sont avérées très efficaces.

Innovation

Le système est innovant car les évaluateurs d'appels d'offres exploitent une base de données permettant de procéder facilement, précisément et de manière transparente à l'évaluation d'une soumission en 5 à 10 minutes. Il aide l'entité adjudicatrice ainsi que les soumissionnaires à constituer un recueil d'informations et de documents pour leur usage propre, à tout moment et partout. L'entité adjudicatrice peut utiliser ces données et ces documents pour y puiser les informations relatives aux qualifications, aux capacités, à la solidité financière, aux ressources humaines, à tout litige (entre autres) des soumissionnaires. En outre, ce système est exempt de toute interférence politique, offre un environnement de concurrence équitable aux soumissionnaires et garantit la transparence.

Durabilité

À l'échelle gouvernementale, un soutien politique favorable, un plan stratégique, des investissements dans le secteur des technologies de l'information, le développement des capacités humaines, l'intégration et la collaboration entre les organismes publics, un coût d'utilisation faible et des logiciels d'EGP flexibles (entre autres) doivent être garantis pour entretenir le système EGP. Une forte volonté politique du gouvernement en faveur d'une bonne gouvernance pourrait pérenniser cette pratique au fil du temps.

Adaptabilité

Il est possible de reproduire le système EGP à grande échelle, en particulier dans les pays en développement. Pour être accessible à tous, un système EGP requiert un centre de données individuel et une connectivité Internet dans les régions reculées ou au niveau local. Ainsi, un soutien politique favorable, l'intégration et la collaboration entre les organismes publics, des investissements conséquents dans l'infrastructure des TIC et les capacités humaines devraient être pris en considération. Il est également crucial de disposer d'un service d'assistance 24 heures sur 24. Les gouvernements et les services non gouvernementaux concernés peuvent l'utiliser après l'avoir adapté à leurs besoins.

Résultats

Une prestation efficace des services publics est très importante pour la croissance économique. Un système transparent de passation électronique des marchés publics peut jouer un rôle déterminant dans la réduction de l'ingérence politique et la favorisation de la concurrence. Selon une enquête menée au cours de la période 2010-2014 par le Département d'ingénierie de

Hossain Md Ashraf, Bangladesh

l'administration locale (LGED), le passage au système EGP peut réduire le coût de la prestation de biens publics de 12,5 à 13,5 %. De plus, il minimise l'influence du pouvoir politique et assure ainsi une plus grande participation des soumissionnaires de tout le pays.

Financement

Le gouvernement concerné, ainsi que les partenaires de développement comme la Banque Mondiale (BM) et la Banque Asiatique pour le développement peuvent financer la mise en œuvre du système EGP.

Contacts

Central Procurement Technical Unit (CPTU), Implementation Monitoring and Evaluation Division (IMED), Ministry of Planning, Central Procurement Technical Unit (CPTU) BHABAN, Sher-e-Bangla Nagar, Dhaka-1207, Bangladesh

Téléphone : + 880-2-9144252

Courriel : info@cptu.gov.bd

Matériaux et photos

Le matériel inclut un portail Web dédié, des manuels de formation et des directives numériques, des documents juridiques, un cadre basé sur le XML, des connaissances spécialisées, une politique informatique de soutien, etc. L'approvisionnement dématérialisé nécessite la gestion des indentations, l'information, les appels d'offres et des enchères électroniques, la gestion des fournisseurs, la gestion des catalogues, l'intégration des bons de commandes, le statut des commandes, les avis de livraison, la facturation électronique, les paiements en ligne, la gestion des contrats.



Patinde Yannick Arnaud Koussoube, Burkina Faso

Titre de la Bonne pratique : Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l’Afrique de l’Ouest (ROPPA).

Pays impliqués: Burkina Faso, Benin, Côte-d’Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo. Les membres associés sont le Cap-Vert et le Nigéria.

Objectifs

L’objectif de cette initiative est de favoriser le développement des exploitations familiales et de l’agriculture paysanne, tout en maîtrisant les politiques liées à la libéralisation des économies nationales et à la mondialisation des échanges commerciaux.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Les partenaires sont les plateformes des organisations paysannes et de producteurs agricoles des pays membres. Chaque plateforme regroupe en son sein les faîtières d’organisation paysannes d’agriculteurs, de pêcheurs, d’éleveurs, d’exploitants de bois. Les organes du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l’Afrique de l’Ouest (ROPPA) sont la convention qui est l’organe souverain, ensuite les espaces de concertation qui permettent de prendre en compte les besoins de chaque groupe spécifique, le conseil d’administration et le secrétariat exécutif.

Efficacité de l’approche méthodologique

Le processus a été largement participatif et a impliqué l’ensemble des organisations paysannes de l’Afrique de l’ouest intervenant dans le ROPPA depuis sa création en juin 2000 à Cotonou. Son fonctionnement repose sur la solidarité paysanne et le consensus est choisi comme démarche privilégiée pour décider et agir ensemble et la transparence pour rendre compte et assurer régulièrement le renouvellement des mandats.

Innovation

Les éléments novateurs consistent en la prise en compte du développement de l’agriculture et de l’exploitation familiales comme point de mire de toute politique agricole. Par ailleurs le ROPPA favorise la concertation avec les organismes similaires à travers le monde. Enfin le ROPPA informe et forme ses membres sur des pratiques pertinentes des Etats membres et aussi d’autres acteurs de développement.

Durabilité

L'aspect participatif est favorable à la durabilité de l'action. En effet, l'ensemble des pays membres du ROPPA se réunit régulièrement en vue de recadrer les activités, de proposer de nouvelles orientations pour que les actions puissent perdurer et soient pertinentes. Le ROPPA s'appuie également sur un réseau de personnes ressources, d'ONG, et de bureaux d'études aussi bien dans la réflexion que dans la conduite de certaines activités.

Adaptabilité

Le projet concerne actuellement 13 pays de l'Afrique de l'Ouest. Le ROPPA a aussi permis la participation de pays membres associés. Toute chose qui permet d'étendre l'initiative au fur et à mesure. Le ROPPA doit continuer à travailler avec d'autres initiatives similaires sur partager les bonnes pratiques et assurer son adaptation.

Résultats

- Le ROPPA a permis la création d'une Coordination des interprofessions de riz de l'Afrique de l'Ouest (CIP-RIZ-AO).
- La formation des organisations paysannes sur les bonnes pratiques de leur profession.
- L'organisation de la conférence internationale sur les systèmes de production rizicoles durables.
- Le renforcement du partenariat entre les organisations paysannes et les organisations de la société civile des pays membres.

Financement

Les organisations des pays membres, les partenaires technique et financiers du ROPPA.

Contacts

Ibrahima COULIBALY

Président du Conseil d'administration du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA).

Boite postale : 09BP 884 Ouaga 09

Tel : 00226 25 36 08 25

Email : roppa2000@yahoo.fr

Site web : www.roppa-afrique.org

Twitter : @roppainfo

Matériaux et photos

Le ROPPA a produit des études pays sur les 10 ans des déclarations de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et des rapports sur le cadre stratégique de l'eau agricole au Sahel, le rapport bilan et de perspectives de l'observatoire des exploitations familiales.



Nicolas Nikobasa, Burundi

Titre de la Bonne pratique : Sécurité alimentaire et augmentation des revenus des ménages

Pays impliqués : Burundi, Rwanda, Uganda

Objectifs

Les revenus des populations rurales augmentent grâce à l'amélioration des conditions de production, la création d'emploi et l'appui aux activités génératrices de revenus.

Dans un souci de contribuer durablement à la sécurité alimentaire et à l'augmentation des revenus des ménages dans le Pays et plus spécifiquement en milieu rural, l'APROSA (Association pour la Promotion de la Sécurité et de la Souveraineté Alimentaires) a réitéré dans son programme stratégique son engagement à poursuivre son programme de promotion de l'agriculture familiale. A travers ce dernier, les changements ci-après sont visés : l'adoption des techniques agropastorales adaptées au contexte socio-économique actuel par les agriculteurs ; l'adoption des pratiques de conservation/ stockage et de transformation des productions par les agris éleveurs ; l'ouverture du système de production familiale au marché en adoptant les techniques favorisant l'écoulement des surplus à des prix rémunérateurs.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

- ISABU (Institut des Sciences Agronomiques du Burundi)
- PIA (Projet d'Intensification Agricole)
- SRD (Société Régional de Développement)
- Caritas

Ses membres apportent leurs connaissances et leur expertise en agronomie, gestion de projet et communication à des communautés paysannes défavorisées, qui en font la demande. Par ses actions, APROSA souhaite améliorer la sécurité alimentaire, diversifier les ressources nutritives et augmenter les revenus des agricultrices.

Efficacité de l'approche méthodologique

L'approche adoptée vise à développer la diffusion des innovations à travers un réseau de paysans favorisant les échanges d'expériences et de savoir-faire.

Formations spécifiques :

- Groupe de paysans qui coopèrent
- Groupe de paysans clés

- Groupe de paysans experts
- Groupe de paysans formateurs

L'Analyse stratégique de l'environnement met l'accent principal mis sur les problèmes, elle suit jusqu'au bout le processus de l'analyse des données, l'analyse des problèmes, l'analyse des opportunités, en comparant les solutions possibles, en proposant des plans d'action et en établissant des paramètres pour le suivi et l'évaluation. Les personnes extérieures remplissent le rôle de facilitateurs et de consultants.

Innovation

Pour développer l'agriculture locale et améliorer ainsi les conditions de vie des paysans les plus pauvres du Burundi, APROSA a mis en place un programme basé sur la constitution d'un réseau de paysans solidaire. Chaque groupe s'engage, chacun à son niveau, à la diffusion des innovations. Au sein du village et d'autres communautés.

Durabilité

- Les paysans qui coopèrent avec le projet en appliquant une ou plusieurs innovations,
- Les paysans clés qui jouent un rôle moteur dans leur village en diffusant les innovations au sein de la communauté,
- Les paysans experts qui ont acquis une bonne maîtrise d'une ou plusieurs innovations, jouent un rôle d'appui conseil et peuvent accueillir des paysans d'autres villages pour témoigner de leurs expériences,
- Et enfin les paysans formateurs qui pratiquent plusieurs innovations et sont sélectionnés par le projet pour assurer la sensibilisation et la formation dans les nouveaux villages.

Adaptabilité

Cette approche assure une meilleure appropriation des innovations et une adaptation en fonction du contexte géographique et culturel. Ce réseau se caractérise par l'existence de paysans impliqués à différents niveaux dans le projet.

Des formations spécifiques sont organisées pour chacune de ces catégories d'acteurs. Elles comportent plusieurs modules qui ont été suivis chaque année. L'APROSA intervient de façon significative auprès d'autres groupes cibles (groupes de femmes et de jeunes) souvent laissés pour compte dans l'agriculture.

Le projet a déjà eu l'impact de la région de Butare au Rwanda et d'autres membres de l'APROSA sont en train de proposer ce projet à Kampala, Nakivale et Mbara en Uganda.

Personnellement, je proposerai le projet de l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre la déforestation grâce à des produits d'épargne et de crédit adaptés à la production et l'équipement des foyers améliorés ou en foyers à gaz. La sensibilisation des populations sur la problématique du développement durable et diminuer de moitié la consommation des ménages en bois de cuisson, avec un impact positif sur la protection de l'environnement, l'amélioration de l'économie et de la santé des familles dans la région des Grands-Lacs dont Rwanda, R.D.C et d'autres régions de Kampala afin que je puisse mettre en valeur de votre formation

Résultats

- Améliorer la production agricole et augmenter les revenus paysans par l'adoption / adaptation d'innovations agricoles : 7 157 paysans mettent en œuvre une vingtaine d'innovations agricoles. Parmi les résultats recensés, on note que 5 283 familles se sont lancées dans le maraîchage et 1 230 d'entre-elles vendent leurs produits sur les marchés locaux, dont 85 de manière permanente. Ils ont pu en tirer un revenu compris entre 150 000 et 3 400 000 FBu (Francs Burundais) en 15 mois.
- Renforcer le dialogue social entre les paysans et les autres acteurs : 638 groupes de paysans ont été créés.

Financement

Apport en nature : les conseillers des organisations, font partie du Comité de l'APROSA et mettent bénévolement leur savoir-faire pour les projets.

Union Européenne, Coopération Technique Belge (CTB)

Contacts

ISABU : isabudg@yahoo.fr

Monsieur Irambona Claver : irambonaclaver@gmail.com

Matériaux

Ateliers, Conférence, Travail en réseau, les affiches et les plans; les films, les vidéos, les diapositives.

Les fiches d'index, les "post-its", ou encore les fiches imprimées ou préparées à l'avance, les fiches de situation, jeux de rôle (tours de table/cercles)

Fredrick Baba Baba, Cameroun

Titre de la Bonne pratique : Appui au développement de l'emploi local. Projet de mise en place des Bureaux d'Emplois Municipaux (BEM).

Pays impliqués : Argentine et Cameroun.

Objectifs

L'initiative vise la création et la mise en place des institutions de régulation et des structures spécialisées d'intermédiation pour faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande d'emplois qui est encore plus difficile au niveau rural. L'objectif est de doter les municipalités des services spécifiques destinés principalement aux personnes en situation de vulnérabilité sociale pour que ces dernières accèdent à un emploi décent dans le cadre des activités qui soutiennent l'économie de la localité.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Depuis 2015, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) a entrepris de mettre en place trois Bureaux d'Emploi Municipaux pilotes en coopération avec le Secrétariat à l'Emploi du Ministère Argentin du Travail et de la Sécurité Sociale (MTEYSS) pour assurer la décentralisation des politiques publiques d'emploi. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) intervient comme troisième partenaire pour faciliter la mise en place des modèles de gestion et des plans de développement de l'emploi local pour une action de proximité de traitement de la question de l'emploi.

Efficacité de l'approche méthodologique

La méthodologie consiste à adapter l'expérience Argentine dans l'intermédiation de proximité permettant aux couches rurales d'accéder à un système d'information sur les opportunités d'emplois pour les actifs ruraux et la main d'œuvre pour les investisseurs locaux. La mise en place des BEM vient consacrer au niveau de l'organisation des initiatives de promotion de l'emploi, la décentralisation amorcée au Cameroun. L'expérience argentine est capitalisée d'abord par des visites de benchmarking puis l'accompagnement du PNUD dans la définition d'un modèle contextuel d'organisation et de gestion d'un BEM avec le processus de transfert de compétences dans les communautés territoriales décentralisées (CTD)

Innovation

Les éléments intéressants sont :

- Décentralisation opérationnelle des initiatives pour les politiques actives

- Animation locale du marché de l'emploi pour une fixation des actifs
- Accueil, Orientation et la formation ainsi que les services sociaux sont disponibles au niveau communal dont intéressants aussi pour les populations rurales souvent très éloignées de l'information et l'orientation sur les opportunités d'emplois et de création de richesse dans leur bassin de vie ;
- Le lien des programmes spécifiques avec la structure des compétences locales,
- Les conseils personnalisés sur la législation du travail ou sur les institutions qui favorisent le renforcement des trajectoires de formation sur les opportunités rurales locales,
- La promotion des emplois décents locaux,

Durabilité

Les éléments qui ont rendu la bonne pratique durable :

- Le modèle de gestion des BEM adapté
- L'intercommunalité de l'action des BEM
- La promotion de l'information vers tous les acteurs sur les activités de forte création de la valeur au niveau le plus déconcentré (commune)
- La prise en main de la commune et les taxes des entreprises établies localement (en cours de définition) permettent la durabilité de l'animation du système d'information de proximité développé.

Adaptabilité

Les conditions d'adaptabilités sont :

- Un cadre légal favorable
- Un transfert des compétences en matière de politiques d'emploi possible pour les communautés territoriales décentralisées
- Le développement de l'intercommunalité des formations
- Le fonctionnement soutenu par plusieurs entités en plus de l'Etat

Résultats

- L'accueil favorable par les maires ;
- Le cadre de présentation et de vulgarisation des opportunités de création d'activités et de potentiel « compétences professionnelles locales » ;
- Le renforcement de la qualité de l'information sur l'emploi pour le système national ;
- La baisse de l'exode dans les communes pilotes ayant les BEM

Financement

Fredrick Baba Baba, Cameroun

La mise en place des BEM et outils de gestion bénéficie des fonds de l'Etat, de l'appui des Partenaires Techniques et Financiers du PNUD (PTF-PNUD).

Contacts

Warda Ndouvatama, Chef de Division de la Promotion de l'Emploi/ Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), Chef de Projet.

Matériaux et photos

- Un guide d'ouverture d'un BEM ;
- Un guide de gestion ;
- Un modèle de plan stratégique du bureau,
- Un modèle de plan de communication,
- Un manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable.

Par ailleurs, le Bureau devra également s'approprier et adapter un certain nombre d'outils développés par le Fond National de l'Emploi (FNE) Ces outils sont des documents administratifs, financiers, opérationnels, de gestion des ressources humaines, ainsi que les supports d'informations sur l'offre de services pour appuyer les chercheurs d'emploi et les chefs d'entreprises (guide du chercheur d'emploi, plan d'affaires, 500 idées de projets, guide du recruteur...).



Atelier d'appropriation et de validation du guide de gestion des BEM.

Jean Romain Bekile Kondjambende, Cameroun

Titre de la bonne pratique : Projet OUTGROWERS (Projets pour les éleveurs)

Pays impliqués : Cameroun, Cote D'Ivoire.

Objectifs

Le Projet OUTGROWERS a pour but de booster l'économie rurale au Cameroun et garantir la sécurité alimentaire des populations dans la région du Sud-Cameroun à travers l'agriculture et de l'élevage. Il s'appuie sur quatre composantes que sont : la culture de l'hévéa et association avec d'autres cultures telles que le bananier plantain ou le maïs, l'arachide, le haricot etc. En même temps qu'est pratiquée l'élevage de la volaille et l'élevage porcins.

Nous participons à ce projet en qualité de chef projet Food Crop.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Les principaux pays et institutions impliqués dans le projet auxquels nous participons en qualité sont le Cameroun et la Côte d'Ivoire et la Multinationale Halcyon Agri et sa succursale Corrie Maccoll. Les experts de la Côte d'Ivoire apportent l'expertise de leur pays compte-tenu de leur parfaite connaissance de l'hévéaculture villageoise. Le Cameroun à travers le Ministère de l'agriculture et les entreprises HEVECAM S.A. et HEVEA SUD s'occupent de la mise en œuvre et du suivi, Corrie Maccoll s'occupe du financement.

Efficacité de l'approche méthodologique

Les présentations faites par des experts Ivoiriens aux cadres Camerounais ont été plus faciles à passer compte-tenu de ce que l'expérience de la Côte d'Ivoire a prouvé, que l'économie nationale peut être boostée par l'économie rurale. Les camerounais bénéficient de l'expérience ivoirienne pour accroître la production nationale en luttant contre la pauvreté. Le Cameroun et la Côte d'Ivoire pourront au terme du projet avoir des similitudes dans la production hévéicole et le développement rural à travers la création des ceintures agricoles autour des Sociétés HEVEA CAMEROUN. Le Gabon dont la grande partie des produits vivriers de ses marchés provient du Cameroun tirera aussi avantage de ces Produits vivriers.

Innovation

L'innovation dans le Projet Outgrower vient du fait que ce projet ne se limite pas seulement à l'accompagnement pour la création de plantations villageoises par les populations locales, mais permet en même temps de contribuer à la sécurité alimentaire à travers l'élevage et l'association des cultures pouvant entrer en production dans des délais très courts et participants à la

consommation locale et nationale, voir sous régionale (le Gabon dont la grande partie des produits vivriers de ses marchés provient du Cameroun tirera aussi avantage de ces Produits)..

Durabilité

Parmi les conditions pour bénéficier des avantages du projet figurent :

- L'obligation pour chaque postulant d'appartenir à un Groupe d'Initiative Communautaire (GIC)
- L'interdiction de pratiquer la déforestation (les espaces retenus ne peuvent être que des jachères jadis utilisées par les populations pour les cultures vivrières).

Si les cultures vivrières maïs, bananier plantain, manioc et les produits de l'élevage sont utiles pour la consommation locale et servent à ravitailler les marchés locaux, l'Hévéa est une culture qui participe à l'industrie mondiale. Sa durée de vie est de 30 à 35 ans.

Adaptabilité

- Les travailleurs s'organisent en GIC (Groupement d'Initiative communautaire) et s'occupent du suivi de leurs activités.
- Les travailleurs et les populations riveraines bénéficient de l'appui et du suivi technique de l'entreprise.
- Les planteurs et le personnel sont formés et mieux outillés sur divers domaines et pratique culturales.
- Les entreprises offrent des dons en matériel aux populations.

Résultats

Les résultats attendus sur le court terme sont :

- La fourniture permanente des marchés locaux en produits alimentaires
- La lutte contre le braconnage à travers la production des protéines végétales issues du projet
- La contribution à la sécurité alimentaire grâce à la production végétale et animale

Sur le long terme :

- Une production de 30 000 tonnes/ans de caoutchouc naturel largement supérieure à la production actuelle d'HEVECAM qui tourne autour de 15 000 tonnes/an.

Financement

Les Fonds sont exclusivement fournis par Corrie Maccoll LTD. Des crédits sont fournis aux populations et aux travailleurs qui remplissent les conditions requises. Ces crédits sont remboursés progressivement lorsque les activités deviennent rentables.

Jean Romain Bekile Kondjambende, Cameroun

Contacts

Corrie Maccoll LIMITED
www.corrie-maccoll.com

Matériaux et photos

Images, vidéo, etc.

Sites :

www.corrie-maccoll.com/sustainability/smallholders/

www.corrie-maccoll.com/sustainability/policies/



Carlos E. Mendoza, Colombie

Titre de la bonne pratique : Programme de développement à approche territoriale (PDAT) de la Vallée du Guamuez

Pays impliqués : Équateur et Colombie

Objectif(s)

Une coopération Sud-Sud entre les cultivateurs de coca et les paysans équatoriens afin d'améliorer, d'accroître et de commercialiser le poivre et l'arachide produits au Putumayo, en vue du développement territorial et pour contribuer au remplacement des cultures illégales.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Équateur et Colombie

Efficacité de l'approche méthodologique

Nous ne disposons pas d'expérience. Ce qui est prévu, c'est l'appui du fonds multi-donateurs qui a identifié les ressources et les mettra à la disposition des communautés des territoires afin que celles-ci puissent être utilisées par le biais du PDAT pour renforcer la mise en œuvre de l'Accord de paix pour le développement territorial.

Innovation

Le travail de la coopération internationale qui a consacré des ressources au Fonds multi donateurs des Nations Unies, pourrait réaliser, avec les organisations dans les territoires, une partie de la mise en œuvre de l'Accord de paix sur les terres que constitue le PDAT (Programme de développement à approche territoriale).

Durabilité

L'inclusion de la triade : gouvernement local, communauté internationale et populations rurales. La durabilité est liée à l'inclusion du gouvernement local et aux exigences des communautés.

Adaptabilité

Cela se produit dans le contexte d'un accord de paix, où la question de la terre est en partie la cause du conflit armé. Nous pensons que le fait d'entendre la voix des plus exclus et de la population rurale est toujours la clé de la durabilité des processus.

Carlos E. Mendoza, Colombie

Résultats

Accompagnement du Chili et de Cuba pour soutenir le processus de mise en œuvre de l'Accord de paix et appuyer la mise en œuvre des questions foncières dans le cadre du PDAT.

Contacts

Fonds multi-donateurs des Nations Unies

Financement

Les ressources proviennent de différents pays, Canada, Chili, Irlande, entre autres.

Matériaux et photos

Nous pouvons joindre une partie du travail que nous avons réalisé depuis l'élaboration d'un projet de PDAT au Putumayo, au sud du pays, à la frontière avec l'Équateur.



Claudia Milena Cepeda Zarama, Colombie

Titre de la bonne pratique : Fondation pour la Protection et la Valorisation de l'Environnement « Reforestar » et Chaîne de Production de Plantes Aromatiques, Médicinales, Condimentaires et Similaires « Pamacya »

Pays impliqués : Colombie, Équateur.

Objectifs

Rétablir les savoirs ancestraux dans la production alimentaire, afin de garantir la souveraineté et la sécurité alimentaires, le transfert de connaissances à la jeune génération et l'enrichissement de la mémoire historique

Objectifs spécifiques :

- Analyser et projeter les schémas de production, d'utilisation, de transformation, de conservation et de consommation des aliments et des plantes médicinales à usage domestique ancestraux.
- Identifier les types de semences alimentaires et les jardins médicinaux ancestraux à usage domestique
- Identification d'un protocole d'installation et de travail de culture ancestrale dans le jardin paysan traditionnel.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Les processus d'exécution des plans, programmes et projets avec l'aide des ONG répondent fondamentalement aux besoins des communautés rurales, généralement dans des zones sociales et communautaires qui dépendent du soutien des entités territoriales qui font appel à différentes applications de l'ordre local, national et international, processus mis en œuvre par des opérateurs dûment accrédités auprès des organismes publics et de coopération. Dans le cadre de ces processus, le secrétariat à l'Agriculture et au développement rural de Nariño, réalise la présentation de différents produits de la chaîne de production de plantes aromatiques, médicinales, alimentaires, condimentaires et similaires (PAMACYA). Un échange de savoirs entre les associations et les entreprises rurales des régions de Nariño et Putumayo en découle.

Institutions, partenaires, organismes de mise en œuvre, partenaires de développement : Les autorités départementales et locales, par l'intermédiaire de conventions de coopération interinstitutionnelles, en association avec : la chambre de commerce de Pasto, le bureau de coopération internationale de la région et la mairie, et une série d'accords de l'ordre binational sous les auspices de la coopération internationale avec le gouvernement d'Équateur, qui viennent développer une série de propositions de développement en lien avec le secteur rural, notamment avec les communautés victimes des déplacements forcés et du conflit armé.

De la même manière, dans le domaine de la coopération triangulaire, nous comptons sur la

participation de l'organisation *SLOW FOOD INTERNATIONAL* dans le cadre de notre appartenance à la communauté SLOW FOOD « Savoirs ancestraux de Nariño », qui nous a été attribuée en août de cette année.

D'autre part, l'expérience est aussi régionale, avec la branche coopération internationale de la chambre de commerce ; la mairie de Pasto et le programme de la fondation Néerlandaise PUM. Le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et la fédération patronale néerlandaise VNO-NCW.

La chaîne de production de plantes aromatiques, médicinales, alimentaires, condimentaires et similaires, sous la direction du secrétariat de l'Agriculture départemental et du secrétariat technique de la chaîne « PAMACYA », et avec l'appui de la Société universitaire autonome de Nariño, effectue la présentation de projets et la construction de prototypes de machines agricoles.

Des conseils sont fournis dans les industries et secteurs suivants de l'économie:

- Éducation et formation professionnelle, agri- et horticulture : légumes et fruits, fleurs et plantes ornementales, agriculture : culture et sylviculture, produits tropicaux
- Industrie du métal, textile et cuir, conseils aux entreprises, organisations de soutiens aux entreprises (chambres/associations) ; production alimentaire et de boissons, traitement des fruits et légumes production animale.
- La région (gubernación) de Nariño, à travers le secrétariat à l'Agriculture et au développement rural, soutiennent les sciences, technologies et innovations du secteur rural du département, c'est pourquoi nous travaillons main dans la main avec la chaîne de production et les agriculteurs.

Efficacité de l'approche méthodologique

Pour le développement de ces études par les autorités régionales et locales, des méthodologies de recherche qualitatives et quantitatives ont été élaborées afin de permettre de comprendre le système d'approvisionnement en produits agricoles dans le département de Nariño, d'identifier les interactions et relations multiples entre les acteurs impliqués dans la chaîne de production et d'étudier le phénomène dans chacune des municipalités étudiées et dans les sous-régions.

Le Projet de Développement Territorial (PDT) Nariño s'est fixé les objectifs spécifiques et attend les résultats suivants :

Objectif spécifique : Stimuler l'accès à des moyens de subsistance décents.

Résultat 1. La population dispose de davantage d'opportunités économiques et productives dans les zones rurales, qui répondent à des critères de durabilité économique, environnementale et sociale.

Une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est en cours d'élaboration pour identifier les flux d'approvisionnement et articuler les systèmes de

production locaux (en mettant l'accent sur l'agriculture familiale) par rapport aux marchés (locaux, publics et autres).

Le caractère participatif et coopératif du processus : La première phase d'intervention, par l'intermédiaire d'un projet pilote intitulé « *Valorisation du savoir ancestral sur les jardins paysans à Pasto* », a donné lieu à la participation communautaire de groupes sociaux de paysans au niveau local (corregimiento), grâce à un processus méthodologique d'enquête auprès des communautés rurales, au moyen de réunions de participation communautaire. L'objectif principal consistait à contextualiser les critères ancestraux conduisant à une meilleure exploitation des ressources alimentaires et génétiques des matériels indigènes et/ou autochtones, afin de constituer une alternative pour le sauvetage des matériels végétaux et à définir leur processus de sélection, classification et multiplication, en complément de leurs différentes applications et usages en médecine traditionnelle et apports pour la production d'autres sous-produits de substitution des cosmétiques, savons traditionnels et autres applications.

Innovation

Le processus de valorisation des savoirs ancestraux permet non seulement le sauvetage de matériels génétiques des produits végétaux, mais

- Il y a des effets directs sur la refondation de la culture, de l'histoire, des traditions et sur l'idiosyncrasie des populations
- Sans parler de leur gastronomie. D'où l'importance de sa résurgence et/ou sa reconnaissance en tant que bastion des populations et communautés de paysans, d'indigènes, des personnes d'origine africaine, des métis et autres.

Durabilité

Elle doit contribuer au développement territorial du département de Nariño et des zones d'influence frontalières avec l'Équateur, en se concentrant prioritairement sur :

- L'offre de davantage d'opportunités économiques et productives dans les zones rurales, qui répondent à des critères de durabilité économique, environnementale et sociale ;
- L'amélioration de l'accès à des services durables tels que l'eau et l'assainissement ;
- L'accroissement des capacités administratives au niveau municipal dans les communautés rurales ;
- L'accroissement de la participation civile à la gouvernance ;
- L'accroissement de la résilience, de la protection et de la participation politique des femmes ;
- Promotion des initiatives de tourisme communautaire et/ou d'agro-écotourisme comme alternative pour la création d'entreprises et d'emplois verts ;
- Economie collaborative favorisant de nouveaux modes de consommation optimisant les ressources.

Adaptabilité

Possibilités d'extension de la bonne pratique : L'implication des niveaux hiérarchiques des communautés rurales à travers leurs divers systèmes d'organisation, propres à chaque ethnie, qu'il s'agisse de conseils autochtones, raciaux ou autres ; ceux-ci devraient être préalablement concertés avant de mener à bien une réalisation qui les dépasse et prévaut dans le temps, afin de permettre son propre développement et son autogestion.

Conditions pour garantir son adaptation à d'autres pays, contextes ou régions : Faire avancer les actions pour l'articulation des interventions avec les organisations et institutions présentes sur le territoire. (Mise en œuvre d'actions conjointes avec le HCR et MAPP-OEA).

Depuis 2016, le bureau de coopération internationale de l'autorité départementale a mis en œuvre des actions et des initiatives, par la gestion de projets de coopération internationale, la coordination interinstitutionnelle et la coopération technique, visant à compléter les actions de l'État dans les domaines des droits de l'homme et de la consolidation de la paix, ainsi que du renforcement des capacités techniques pour améliorer la gestion publique du territoire et le développement rural

Résultats

Pour ce qui nous concerne, l'Université Autonome a réussi à interagir avec des pays comme l'Équateur et le Chili, pour la gestion d'espaces d'échange de connaissances et d'informations, plus particulièrement dans le domaine agro-industriel :

- Pour le développement productif de : la chaîne de plantes aromatiques, médicinales, alimentaires, condimentaires et similaires de soutien de la chaîne de production PAMACYA.
- Domaine de la mécanique, modèles fonctionnels pour les outils de transformation de la matière première organique.
- Bonnes pratiques de relations communautaires dans les zones rurales et urbaines.

Financement

Le gouvernement de Nariño a conclu des alliances stratégiques qui lui permettent de canaliser des ressources pour la coopération technique et financière par le biais d'accords-cadres/mémoires d'accord avec toutes les agences du système des Nations Unies présentes à Nariño, y compris : l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Elle a également conclu des alliances avec des ONG internationales telles que Action contre la faim (AAH), l'organisation de jeunesse AIESEC, Action Aid, le Conseil norvégien pour les réfugiés, le Centro Agronómico y Tropical en Costa Rica (Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement supérieur - CATIE), l'AECID, Fundación Plan, ICCO Cooperation, Global Footprint Network et le Global Green Growth Institute. En outre, il est en train de coordonner avec les programmes pour les droits de l'homme, l'accès à la justice et les territoires d'opportunité de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Claudia Milena Cepeda Zarama, Colombie

Contacts

Slow Food International, Dr Marta Arosio

Email: m.ariosio@slowfood.it Skype: marta.ariosio

Oficina America Latina y el Caribe Piazza XX Settembre, 5, 12042 - Bra (Italy)

Mobile/WhatsApp: +39 344 1110597

Coopération Internationale, Nariño

Dr Esteban Sarasty

Email: estebansarasty@narino.gov.co Pasto, Nariño, Colombia

Chambre de Commerce de Pasto Département du Commerce et des Relations Internationales

Dr Mateo Jhoao Merchancano López

Email: dcomercio@ccpasto.org.co

Tel: 57(2) 7311445 poste: 208

Oficina Calle 18 No 28-84 Pasto, Nariño, Colombia

Chaîne de Production Pamacya

Ms Aleyda Quinchua, Gestionnaire de projets ruraux

Email: cppamacya2018@gmail.com

Mobile: 3137668908

Pasto, Nariño, Colombia

Fondation pour la Protection et la Valorisation de l'Environnement « Reforestar »

Ing. Daniel Jesús Cabrera de la Rosa

Direction exécutive

Email: reforestar@hotmail.com

Mobile: 3108383834

Pasto, Nariño, Colombia

Matériaux et photos

Dossier photographique : Projet pilote. Réunion avec les leaders communautaires du corregimiento lors de la première rencontre pour la valorisation des savoirs ancestraux de la municipalité de Pasto, département de Nariño, République de Colombie. Année 2018

Au cours de cette exposition, ont été présentés, entre autres, des modèles de machines pour l'extraction de la fibre de pseudo-tige de banane, de triturateurs et d'extracteurs d'huile d'avocat, de prélavage, mise en pâte et traitement du motilon et du mortiño pour obtenir de la confiture, ligne de production textile à partir de fibre de feuille d'ananas.

« L'idée de cette foire était de montrer les projets qui peuvent être développés à Nariño, en commençant par les projets de base, solutions à des problématiques de la région et qui nous

Claudia Milena Cepeda Zarama, Colombie

ont conduits à la construction de différentes machines pour les produits alimentaires et les condiments », explique Tito Piamba, doyen de l'université autonome de Nariño.

Renforcement des capacités : Atelier de lignes de production de la chaîne de production de plantes aromatiques médicinales, alimentaires, condimentaires et similaires PAMACYA. Municipalité de Guachucal, juillet 2018, destiné à la communauté indigène et au secteur agricole.



Hermann Orjuela Lozano, Colombie

Établissement : Agence De Réhabilitation Du Territoire - Art

Titre de la bonne Pratique : Renforcement du Capital Socio Productif des Municipalités de la Sous-Région Macarena - Guaviare, du Programme de Développement a Approche Territoriale (Pdat), dans la Construction de la Paix en Colombie.

Pays Impliqués : Colombie, Brésil, Chili

Objectif(s)

Renforcer les capacités des équipes techniques des organisations socioproductives, des municipalités, des gouvernements locaux et de certaines institutions au niveau national pour concevoir et mettre en œuvre des processus qui renforcent le capital socioproductif et améliorent les revenus et l'employabilité des communautés rurales, dans les 12 municipalités de la sous-région.

Renforcer le capital social, développer les chaînes de valeur territoriales, dynamiser l'économie locale et améliorer les revenus et l'employabilité des populations rurales.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Compte tenu des vastes expériences réussies du Brésil et du Chili en matière de processus de renforcement des associations, de la coopération et de la solidarité, il serait très utile de former un réseau de partenaires stratégiques avec lesquels échanger des connaissances et des apprentissages contribuant à la conception et à la mise en œuvre des processus de renforcement du capital social pour le développement des principales chaînes de valeur territoriales (cacao, café, produits laitiers, bananes, ananas, fruit de la passion, entre autres) dans les 12 municipalités de la sous-région.

Efficacité de l'approche méthodologique

Création d'un réseau virtuel, international et tripartite permettant l'échange de connaissances et d'expériences réussies des processus qui ont renforcé le capital social pour le développement des chaînes de valeur territoriales. Ceci devrait être complété par des changements technologiques permettront une interaction entre les agents du développement et les acteurs territoriaux (producteurs, dirigeants syndicaux, autorités locales, etc.)

Innovation

Le soutien technologique à l'échange d'expériences permettra de maximiser la couverture d'économiser des ressources. Les avancées technologiques permettent l'échange de connaissances entre les acteurs du développement et les acteurs territoriaux.

Durabilité

- Il existe une base sociale large et organisée d'associations de production liée aux chaînes de valeur territoriales.
- Les chaînes de valeur territoriales soutiennent une grande partie du revenu et de l'emploi des familles rurales.
- Le Brésil et le Chili ont mis en place avec succès des processus de collaboration et d'économie solidaire dans les chaînes de valeur territoriales, dont on peut tirer des enseignements.
- L'organisation et le renforcement de la sphère socio-productive du territoire renforcent sa compétitivité et son intégration dans les différentes dynamiques économiques de la sous-région et du pays, dans le cadre du processus de consolidation de la paix territoriale.

Adaptabilité

L'intérêt des gouvernements à contribuer à la construction de la paix territoriale en Colombie, en particulier dans la sous-région Macarena - Guaviare, peut conduire à la conclusion d'alliances pour le renforcement du capital socio productif et le développement des chaînes de valeur territoriales, dans le but d'améliorer les revenus et l'employabilité dans le secteur rural. L'échange de connaissances et d'apprentissages peut permettre son adoption et son adaptation à différents contextes territoriaux, de manière à renforcer la compétitivité sectorielle.

Résultats

Les principaux résultats de la bonne pratique sont les suivants :

- Capital social renforcé.
- Chaînes de valeur territoriales développées.
- Secteur de l'économie solidaire et collaboration organisé et renforcé.
- Patrimoine territorial renforcé.
- Économe territoriale diversifiée.
- Paix territoriale en voie de consolidation.

Contacts

Juan Carlos Zambrano, Directeur d'ART

Juan.zambrano@renovacionterritorio.gov.co

Hermann Orjuela Lozano, Colombie

Manuela Urrego, Directrice de l'intervention sur le territoire (DIT)

manuela.urrego@renovacionterritorio.gov.co

Claudia Martinez, Coordinatrice pour la sous-région de Macarena – Guaviare,

Claudia.martinez@renovacionterritorio.gov.co

Hermann Orjuela, Expert régional DIT pour la sous-région Macarena – Guaviare

Hermann.Orjuela@renovacionterritorio.gov.co

Financement

Public, de chaque pays, et contributions de la coopération internationale du système des Nations Unies (OIT).

Matériaux et photos

<http://www.renovacionterritorio.gov.co/index.php>

http://www.renovacionterritorio.gov.co/especiales/especial_PDET/

http://www.renovacionterritorio.gov.co/Publicaciones/politicas_y_lineamientos_sectoriales

http://www.renovacionterritorio.gov.co/Publicaciones/especiales_multimedia

http://www.renovacionterritorio.gov.co/especiales/pdet_de_todos/

http://www.renovacionterritorio.gov.co/Publicaciones/galera_de_videos



Jessica Mora Álvarez, Colombie

Établissement : ALBOAN

Titre de la bonne pratique : Programme multiniveau du réseau COMPARTE : construction d'alternatives économiquement productives pour la transformation durable des territoires

Pays impliqués : Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, El Salvador, Espagne, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou.

Objectif(s)

Le réseau COMPARTE est né en 2011 de la réflexion d'un groupe d'organisations sociales (centres sociaux) d'Amérique latine et d'Europe, autour de la constitution d'une communauté d'apprentissage et d'action capable d'élaborer des expériences économiquement productives alternatives au modèle dominant. De telle sorte que, par l'articulation sociale, politique, économique et spirituelle, ils parviennent à mener des expériences de développement sur leurs territoires et à améliorer leurs conditions de vie.

Objectif général : Contribuer, avec des organisations de producteurs et d'autres partenaires, à la transformation durable des différents territoires accompagnés.

Objectif spécifique : Construire, avec des organisations de producteurs et d'autres partenaires, des expériences économiques et productives alternatives ayant un impact local et régional, qui soient durables et reproductibles.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

L'expérience s'inscrit dans les quatre modalités de la CSST, en favorisant l'accompagnement, le renforcement des capacités, l'impact et l'apprentissage à partir des expériences du réseau.

Pays, centres sociaux (CS) et organisations productrices (OP) : Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, El Salvador, Espagne, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Paraguay et Pérou. Consulter les centres sociaux, principalement des organisations jésuites :

<http://desarrollo-alternativo.org/experiencias-del-comparte/>

Ils partagent la même vision du territoire et soutiennent un développement inclusif et durable au niveau local. Les centres sociaux accompagnent les organisations productrices en pariant sur leur impact et sur la durabilité des initiatives économiquement productives. Ils s'appuient également sur les échanges entre les centres eux-mêmes.

Universités : Université de Deusto, Institut d'études coopératives Lankin - Université de Mondragón, ESADE, Laboratoire d'innovation économique et sociale LAINES - Ibero Puebla. Facilitent les processus de formation (diplôme et maîtrise en ESS) des membres des centres sociaux et des organisations productrices.

Efficacité de l'approche méthodologique

COMPARTE articule sa pratique et sa réflexion autour du développement alternatif en tant que moyen de proposer un meilleur horizon pour l'avenir. L'étape stratégique actuelle est un programme multiniveau à trois dimensions : au niveau du réseau, du centre social et des organisations productrices.

L'objectif du réseau est d'améliorer, de professionnaliser et de consolider les initiatives économiquement productives mises en œuvre et auxquelles la priorité a été donnée par les CS et les OP, au moyen de cinq stratégies :

- Développement des capacités.
- Génération de connaissances.
- Création d'alliances stratégiques.
- Communication et diffusion.
- Disponibilité de ressources pour les actions de COMPARTE.

Innovation

- Le soutien réel à la construction de communautés à partir d'un modèle multiniveau de travail conjoint : réseau, CS et OP.
- Concevoir un système alternatif en tant que proposition pour penser un monde différent, habitable et digne, à partir de huit éléments caractéristiques.
- La majorité des CS ont en commun une large présence sur le territoire, la priorité donnée aux initiatives locales, un positionnement économique, politique et social clair, et un engagement en faveur de la justice sociale.
- Élaboration d'outils guides et systématisation des pratiques.
- Élaboration d'un système participatif de garanties (phase pilote), agissant comme un système de certification alternative d'ESS pour les organisations paysannes en Amérique latine.
- Génération de réseaux d'apprentissage orientés vers les domaines thématiques définis comme prioritaires dans le cadre du dialogue au sein du réseau.

Durabilité

- La vision multiniveau qui permet de maintenir le compromis et la participation des acteurs.
- La compréhension du développement comme une confluence de divers domaines, qui permet le dialogue et l'intégration des CS et des OP, de façon à ce que leurs initiatives et intérêts puissent diverger au fil du temps tout en s'articulant autour des huit axes de développement sur lesquels nous travaillons.
- L'existence d'un dialogue et d'un échange permanent entre les parties, grâce à : une équipe dynamisante, des rencontres, des partages d'expériences, des évaluations techniques, des processus de formation, un financement commun, le recours à des outils d'information.
- L'établissement d'alliances stratégiques permet une lecture réelle du territoire, qui soutient le développement des capacités.
- La systématisation des expériences et la conception d'outils méthodologiques facilite les

échanges et la diffusion des initiatives économiquement productives.

- Les CS se trouvent associés aux projets financés par le secteur de coopération d'ALBOAN.

Adaptabilité

Le programme multiniveau peut s'étendre à différentes réalités, en tenant compte des éléments suivants :

- Les CS et OP qui font partie du réseau se trouvent dans 11 pays d'Amérique latine et d'Europe ; cela représente une diversité de contextes de territoires pour les organisations.
- L'horizon du réseau a été construit conjointement par des organisations liées par la nécessité et le désir de bâtir de nouvelles alternatives au développement, à partir d'initiatives économiquement productives qui imprègnent les différentes sphères de la population et les communautés.
- Il s'agit d'une proposition complète, qui couvre les différentes phases du système productif et a la capacité de répondre aux besoins spécifiques des organisations.

Résultats

- Mettre en œuvre et valider une méthodologie permettant d'amplifier l'échelle des expériences économiquement productives dans un contexte de durabilité.
- Créer et/ou améliorer les expériences économiquement productives lors des phases de financement, de production et de transformation du système productif, avec une approche de marché.
- Développer et/ou renforcer des circuits de commercialisation et de consommation alternatifs, qui garantissent des prix et des revenus équitables aux producteurs/productrices.
- Promouvoir le positionnement de produits pour une consommation responsable, à travers un système de garanties.

Contacts

Le réseau COMPARTE comporte une structure de coordination qui réunit un directeur, un secrétariat exécutif et technique, et une équipe de dynamisation.

Álvaro Idárraga Quintero, Secrétaire exécutif (Colombie)

+57 3136502934

alidarraga@yahoo.com

Amaia Unzueta Sesumaga, Secrétaire technique (Espagne)

+34 944151135

a.unzueta@alboan.org

Financement

Le financement de COMPARTE est mixte, composé comme suit :

- Fonds Publics : Provenant de la présentation de projets de coopération, principalement au gouvernement basque et aux conseils départementaux.
- Fonds Privés : Provenant de la présentation de projets à des organisations privées comme Canadian Jesuits International, REAS Euskadi, entre autres.

Pour leur part, les programmes de formation sont organisés grâce à la mise en place de conventions avec des universités telles que : l'université de Deusto, l'ESADE, l'université de Mondragón ou l'université Ibero Puebla.

Matériaux et photos

L'expérience COMPARTE est présentée sur le blog de *Desarrollo Alternativo* :
<http://desarrollo-alternativo.org>

On peut citer, parmi les supports de réflexion récents sur notre action :

- La rencontre COMPARTE 2019 (vidéo) :
<http://desarrollo-alternativo.org/nuevo-video-del-encuentro-comparte-2019-en-chiapas-mexico/>
- Le développement des capacités. Comme stratégie de changement (publication) :
<https://www.alboan.org/es/multimedia/publicaciones/investigaciones/el-desarrollo-de-capacidades-como-estrategia-de-cambio>
- Le développement alternatif pour lequel nous travaillons :
<https://www.alboan.org/es/multimedia/publicaciones/investigaciones/el-desarrollo-alternativo-por-el-que-trabajamos>
- Un voyage collectif. Plans d'affaires sociales :
<http://desarrollo-alternativo.org/wp-content/uploads/2019/05/Planes%20Negocio%20Social%20COMPARTE.pdf>

Jason Castro Blanco, Costa Rica

Titre de la bonne pratique : Programme de financement « Vivienda progresiva » pour les personnes vulnérables de la région Huetar Norte au Costa Rica

Pays impliqués : Costa Rica, Luxembourg, éventuellement des pays voisins tels que Panama ou Nicaragua.

Objectif(s)

L'objectif de ce programme est de rechercher des financements internationaux et de fournir des financements à des conditions favorables aux personnes en situation d'extrême pauvreté, de faible pauvreté, aux migrants, aux mères célibataires ou aux personnes à capacités physiques limitées, bénéficiaires du programme gouvernemental d'aide au logement.

Cette mesure consiste à leur permettre de terminer leur maison puisque, dans la plupart des cas, le montant alloué aux familles bénéficiaires du programme n'est pas suffisant et elles doivent terminer, entretenir ou meubler leur logement.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Le programme a été développé à partir de 2016 dans la région Huetar Norte du Costa Rica grâce à la fondation Unión y Desarrollo des communautés paysannes « FUNDECOCA ». Le programme s'est développé avec l'aide du réseau de microfinances d'Amérique centrale et des Caraïbes REDCAMIF et L'Appui au Développement Autonome ADA Luxembourg, qui sont intervenus respectivement pour le soutien au développement du programme et le financement de ressources non remboursables.

Une fois terminées la mise en œuvre et l'affectation des ressources, la participation de REDCAMIF et de l'ADA a pris fin, et FUNDECOCA maintient, surveille et poursuit depuis lors le programme, dans le cadre du portefeuille fourni aux habitants de la région.

En tirant parti des outils fournis par la CSST, des alliances interinstitutionnelles peuvent être créées avec les pays voisins qui soutiennent et assurent le suivi, fournissent des conseils techniques et favorisent la diffusion du programme, de sorte que la population en général puisse voir les avantages qu'il procure.

Efficacité de l'approche méthodologique

Tout d'abord, une étude technique et de marché est réalisée pour déterminer les principaux besoins et demandes du secteur et de la région.

Soixante-et-onze communautés ont été impliquées dans la région desservie par la Fondation, qui compte plus de 25 ans d'expérience en microfinances au Costa Rica. Le placement des ressources se fait par le biais de comités de crédit communautaire qui opèrent de manière autonome dans des communautés 100 % rurales et limitées en ressources, où la population est de classe inférieure et qui sont engagées dans des activités de production telles que l'agriculture à petite échelle, l'élevage, le commerce et les services, entre autres.

Innovation

Le comité de crédit communautaire est composé de personnes de la communauté locale. Ce sont elles qui décident à qui donner les ressources, et c'est leur connaissance du contexte qui leur permet de prendre des décisions, puisqu'ils connaissent les habitants et leur réalité.

Ce qui est novateur, c'est que les résidents locaux sont des gens simples, généralement avec peu ou pas du tout de connaissances en matière de finance, mais qui assument le rôle de banquiers communaux, tous à titre bénévole, soutenus par la Fondation qui s'occupe de la partie juridique, de la plateforme technologique et la formation des bénévoles.

Durabilité

Les éléments fondamentaux sont les suivants :

- Le bénévolat.
- L'organisation communale.
- Le désir d'amélioration sur les plans personnel et économique.
- La création de nouvelles opportunités pour promouvoir l'épanouissement personnel.
- La stimulation de la mobilité sociale.

Le modèle s'est avéré durable depuis de nombreuses années, avec un marché important et un objectif très noble, qui lui permettent de durer dans le temps.

- En prenant soin du modèle de microfinances communales.
- En apportant de l'aide (bénévole)
- En prenant soin des ressources qui lui sont confiées
- En motivant les personnes pour qu'elles s'impliquent dans le programme.
- Programmes continus de formation.

Adaptabilité

Deux des acteurs initiaux, REDCAMIF et ADA, ont déjà terminé leur phase de collaboration avec le projet. Cependant, celui-ci fait désormais partie des produits de la Fondation et la pratique continue à s'étendre.

Sa portée est déterminée par le montant des ressources qui sont gérées pour poursuivre le projet.

C'est un exemple qui peut être facilement reproduit dans n'importe quelle région du Costa Rica, et qui peut aussi être adapté dans d'autres pays, peut-être pas de la même manière qu'au Costa Rica, mais avec le même objectif.

Aujourd'hui, avec la structure de la coopération Sud-Sud et triangulaire, le potentiel d'expansion de ce projet est totalement viable. Son adaptation dépend du contexte de chaque pays auquel il est appliqué, car si chaque région doit répondre aux mêmes besoins, les conditions sont différentes. C'est pourquoi la collaboration mutuelle est indispensable, car en partageant les expériences, le destinataire du projet peut prévoir, selon ses conditions, l'ajustement de certaines variables, afin que la conception du programme, sa mise en œuvre, son développement, son évaluation et l'obtention de résultats correspondent à l'objectif proposé.

Le succès du programme, en plus de la coopération, doit passer par un examen des politiques des pays, proposer des solutions techniques, chercher des résultats immédiats, tout en respectant les principes d'éthique, de solidarité, de respect et d'apprentissage commun.

Résultats

Grâce à ce projet, plus de 1 000 familles de la région ont bénéficié d'un financement bonifié.

Actuellement, le montant total du produit a fait l'objet d'une rotation supérieure à 832 000 000,00 de colones (1 444 841 USD) (T.C. 575 x 1 USD), et maintient un portefeuille de (696 009 USD et 373 familles) pour financer l'amélioration des logements, l'enregistrement foncier, l'accès au programme d'aide au logement et les procédures juridiques liées à l'obtention de l'aide au logement.

TOUTES les personnes répertoriées comme personnes en situation d'extrême pauvreté, pauvres ou en situation de pauvreté modérée.

Contacts

Carlos Manuel Rojas Hidalgo, ex-directeur exécutif de FUNDECOSA
carlosrojashidalgo@gmail.com

Aracelly Castillo, Coordinatrice REDCAMIF
coordinadora.sfi@redcamif.org

Allan Pérez, Coordinateur des finances rurales
planificacionproyectos@redamif.org

Jason Castro Blanco, Costa Rica

Jovel Chaves Picado, Directeur exécutif actuel de FUNDECOCA

direccionejecutiva@fundecoca.cr

Financement

Au début du projet, des ressources non remboursables d'un montant de 200 000,00 USD ont été accordées par le gouvernement luxembourgeois par l'intermédiaire de son programme ADA et avec la contrepartie de FUNDECOCA. Actuellement, toutes les ressources attribuées au programme font partie de la Fondation.

Bien qu'une aide financière soit nécessaire pour développer un tel programme, ces ressources pourraient aussi être gérées au moyen de la CSST afin qu'un pays puisse agir comme partenaire financier du projet, sans avoir d'intérêts intermédiaires, c'est-à-dire en agissant sans condition.

Matériaux et photos

- Manuels sur les bonnes pratiques de construction et l'utilisation des matériaux.
- Conseils techniques gratuits pour les premiers projets réalisés.
- Règlement de crédit de VIVIENDA PROGRESIVA.
- Le projet a terminé demi-finaliste (top 10) pour le prix EUROPEAN MICROFINANCE AWARD 2017 dans la catégorie « Microfinance housing »

www.fundecoca.cr

<http://www.european-microfinance-award.com/fr/8th-European-Microfinance-Award-2017>

Bahi Narcisse Biahi, Côte d'Ivoire

Titre de la Bonne pratique: Projet d'investissement du Programme Régional de gestion durable des terres et d'adaptation aux changements climatiques dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest (PRGDT), financé par l'Union Européenne.

Pays: Pays du Sahel

Objectifs

Objectif général : Accompagner 17 pays membre du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et de la Communauté Economique des Etas de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la mise en œuvre d'une synergie d'actions en vue de l'amélioration durable des productions agro-sylvo-pastorales à travers des investissements de récupération des terres dégradées, de promotion de la gouvernance des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques.

Objectifs spécifiques

- Créer les conditions techniques, politiques et stratégiques pour une Gestion Durable des Terres.
- Renforcer les capacités d'adaptation des populations aux changements climatiques
- Réduire la vulnérabilité des populations du sahel et de l'Afrique de l'Ouest face aux effets des changements climatiques.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Les partenaires en présence sont :

- ANADER – Côte d'Ivoire (Agence Nationale d'Appui au Développement rural) : Agence d'Execution
- Union Européenne : Bailleur
- CILSS (Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cap Vert, Gambie, Mali, Niger, Mauritanie, Tchad, Sénégal, Togo, Guinée, Guinée Bissau) : Maitre d'Ouvrage
- CILSS/CONACILSS (supervision)

Effacité de l'approche méthodologique

Réalisation d'une étude d'ingénierie sociale, conjointement par les experts du CILSS et les ingénieurs de l'Agence National d'Appui au Développement Rural (ANADER) -Côte d'Ivoire, ayant abouti au dimensionnement du projet dont les fondements reposent sur les besoins réels des

bénéficiaires. En fonction de leurs besoins, le projet, à Korhogo en Côte d'Ivoire, est ainsi éclaté en 3 sous composantes :

- Projet de renforcement des capacités en techniques de restauration et d'amélioration des sols des acteurs en gestion des ressources naturelles ;
- Projet de développement de maraichage de contre saison à l'aide d'un forage et d'un système de pompage par énergie solaire;
- Projet d'agroforesterie.

En outre le processus s'est voulu participatif à travers la formation des acteurs, la sensibilisation, des appuis-conseils et la mise en place d'un comité communal

Innovation

- Maîtrise de l'irrigation par les bénéficiaires
- Au moins deux (2) cycles de cultures réalisés dans l'année sur la même parcelle
- Développement de maraichage de contre saison à l'aide d'un système de pompage par énergie solaire

Durabilité

La durabilité du projet se situe à plusieurs niveaux :

- Le fait de former les acteurs locaux à sa pérennisation ;
- La sensibilisation et mise en place du comité communal ;
- Suivi et coordination du projet.

Adaptabilité

Il existe des possibilités d'étendre cette bonne pratique dans tous les pays du CILSS où l'on observe une avancée notable du désert, d'autant plus que la zone de Korhogo où il a été mis en œuvre est une zone semi désertique à l'instar des beaucoup de pays du CILSS. Cela est aussi valable pour les régions du monde où les sols sont arides et désertiques.

Résultats

Projet de développement de maraichage de contre saison à l'aide d'un système de pompage par énergie solaire :

- Forage réalisé
- Citernes de 2 000 litres chacune installées
- Une plaque photovoltaïque installée
- Des Petits matériels de distribution d'eau au goutte à goutte installés

Bahi Narcisse Biahi, Côte d'Ivoire

- Quatre puits modernes pour l'irrigation manuelle d'un hectare de cultures réalisés
- Clôture autour de trois hectares de cultures avec potelets métalliques et fil de fer barbelé

Projet d'agroforesterie dans la commune de Korhogo :

- Une pompe à motricité humaine installée
- Clôture réalisée autour de 5,7 hectares la première année

Fonds

Les fonds proviennent du financement de l'Union Européenne

Détails du contact

Monsieur NAMOGO : Direction Générale de l'ANADER Côte d'Ivoire/ Téléphone : + 225 40315369

E-mail : koolnamog@yahoo.fr

Matériaux et photos

- Modules de formation
- Images du site de réalisation du projet



Hybo Jean-Pierre Fabrice Anouman, Côte d'Ivoire

Titre de la bonne pratique : La contribution de l'inspection du travail à l'adaptation du dispositif légal aux réalités du secteur agricole.

Pays : Côte d'Ivoire, Ghana

Objectifs

La Côte d'Ivoire occupe une place de choix dans l'espace économique ouest africain grâce à l'agriculture. Pourtant, des pesanteurs de nature juridique entravent la bonne régulation des rapports professionnels par l'inspection du travail dans le monde agricole. Les dispositions du Code du Travail sont d'ordre général. Les décrets d'application ne prévoient pas aussi des règles ou des régimes juridiques propres aux filières du secteur agricole, d'où le problème récurrent de l'application effective des dispositions du Code du Travail au champ des relations professionnelles dans le secteur agricole. Par ailleurs, la méconnaissance des métiers de l'agriculture et l'absence de cadres de rencontres spécifiques avec ses partenaires traditionnels que sont les organisations de travailleurs et d'employeurs du secteur de l'agriculture constitue l'une des causes de l'insuffisance d'intervention de l'inspection du travail dans les unités agricoles. Une adaptation du cadre juridique existant avec les spécificités du secteur de l'agriculture précédée de la mise en place d'un référentiel métier et de cadres de collaborations entre le secteur agricole et l'inspection du travail s'avèrent indispensables.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Le projet prévoit une coopération entre le Ghana et la Côte d'Ivoire. Deux pays au potentiels agricoles quasi similaires. Un cadre de concertation périodique pourra être mis en place et se réunira à fréquence trimestrielle dans chaque pays pour identifier les champs qui échappent au droit du travail et les mesures légales et institutionnelles à mettre en place pour remédier aux problèmes. Il aura en son sein des représentants des ministères en charge du développement, de l'agriculture. Un groupe de travail de la coopération Ghana – Cote d'Ivoire se retrouvera annuellement pour exposer le choix de leur stratégie. Un arbitrage technique du Bureau International du Travail (BIT) sera effectué. À terme, l'objectif est l'uniformisation du droit du travail en agriculture afin d'éviter la fuite de main d'œuvre. Comme chantier de fond, il y aura :

- La régionalisation du dispositif législatif en agriculture
- L'élaboration de conventions collectives sectorielles ou d'accords d'établissement spécifiques à des exploitations agricoles.
- La mise en place par l'inspection du travail l'inspection des plans d'actions mettant en exergue les objectifs à atteindre, les résultats escomptés et les indicateurs de performance permettant de réaliser le suivi et l'évaluation de ses activités.
- L'institution de cadres de rencontres spécifiques avec ses partenaires traditionnels que sont les organisations de travailleurs et d'employeurs du secteur de l'agriculture par filière ou par

regroupement de filières afin de permettre aux services de l'inspection du travail d'être efficaces sur le terrain.

Efficacité de l'approche méthodologique

Le processus est prévu pour être participatif et réside en la mutualisation des compétences nationales en matière d'agriculture. Il est primordial de réunir tous les partenaires et les acteurs du secteur agricole. Ce sera utile pour la mise sur pied d'un référentiel métier car c'est en partie la méconnaissance des métiers de l'agriculture qui causerait l'insuffisance d'intervention dans les unités et les plantations agricoles. Un cadre de concertation périodique à fréquence trimestrielle, afin d'aboutir à l'élaboration de ce référentiel aura en son sein la société civile, des représentants des ministères en charge du développement, de l'agriculture, et du travail.

Innovation

L'approche consensuelle dans l'élaboration de textes inhérents à l'agriculture. Si le tripartisme est une méthode bien connue pour les professionnels du droit du travail en Côte d'Ivoire, cela ne sera pas le cas pour les autres partenaires nationaux présents dans le projet. Ce sera une gouvernance inclusive associant experts et citoyens

Durabilité

La légitimité du cadre collaboration garantira la durabilité du système vu que les décisions qui en sortiront et les lois dont il sera à l'origine proviendront d'un consensus.

Adaptabilité

- Une tradition de dialogue sociale
- Un lead institutionnel
- Une capacité de coordination
- Un appui technique du BIT
- Une prise de responsabilité de l'Etat

Résultats

- Réduction de la pauvreté
- Compétitivité des exploitations agricoles par l'investissement dans le capital humain
- Cadre législatif spécifique en fonction des contingences locales.

Fonds : La parafiscalité, Les partenaires au développement

Contacts : 00225 77 15 61 95

Ruth Ferkah, Ghana

Titre de la bonne pratique: Développement de coopératives et d'organisations agricoles dans le nord du Ghana et le sud du Burkina (FBC/FBO)

Pays : Ghana, Burkina Faso et Corée du Sud

Objectif(s)

Pour aider à promouvoir l'autosuffisance alimentaire et l'amélioration du niveau de vie des ménages d'agriculteurs de la région la plus pauvre du nord du Ghana et du Burkina Faso voisin, les projets de FBC/FBO visent à atteindre les objectifs suivants chez les agriculteurs ruraux :

- Promouvoir les groupes coopératifs pour des bénéfices mutuels ;
- Favoriser l'agriculture mécanisée par l'irrigation et le soutien à d'autres intrants ;
- Créer un marché commun pour les produits agricoles ;
- Mettre à disposition des infrastructures de stockage ;
- Favoriser le travail décent ;
- Renforcer la résilience et la durabilité ;
- Réduire le niveau de pauvreté des agriculteurs et des ménages ; et
- Encourager l'éducation des filles.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Ce projet est financé par le Gouvernement de la République de Corée par l'intermédiaire de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), tandis que ses services de gestion de projet supervisent le projet de FBC/FBO et apportent leur soutien par l'intermédiaire de partenaires locaux et de l'Association of Church-based Development Projects (ACDEP).

Cet objectif est atteint grâce à une collaboration efficace entre des institutions telles que le ministère de l'Emploi et des Relations Professionnelles, le Département des coopératives, le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, le Collège coopératif du Ghana et le Conseil national des petites industries (NBSSI) qui conçoivent et proposent des modules de renforcement des capacités et de formation. Ils contribuent également à la sélection des bénéficiaires du soutien dans le cadre de ce projet.

Efficacité de l'approche méthodologique

Afin d'encourager la constitution de groupes coopératifs entre agriculteurs ruraux pour leur bénéfice mutuel, le projet propose des ateliers de réseautage adaptés à leur secteur de production. Les thèmes suivants sont abordés : l'investissement, le partage d'expérience, la

rédaction de propositions et le développement, ce dont les agriculteurs ne peuvent bénéficier individuellement.

Les bénéficiaires des volets formation peuvent demander une aide dans le cadre de ce projet. Les FBC/FBO sélectionnées font l'objet d'une évaluation concurrentielle par les institutions responsables, y compris mon ministère. J'y prends donc parfois part. Dans le cadre de ce volet, les FBC participantes reçoivent des subventions de contrepartie pouvant atteindre 90 % des fonds nécessaires à la mise en œuvre des projets qu'elles proposent en matière d'emballage, d'irrigation et d'infrastructures de stockage, entre autres.

Innovation

Ce projet est innovant car il encourage l'appropriation et impacte fortement les ménages paysans, en particulier en matière d'éducation des enfants et de toute la communauté. Le projet vient uniquement en aide aux groupes d'agriculteurs qui proposent déjà des stratégies d'entraide. Leur volonté de sortir de la pauvreté est renforcée par la tenue d'ateliers/de formations de partage des connaissances et par les subventions de contrepartie visant à soutenir leur propre initiative, évaluée avant sa mise en œuvre. Ainsi, grâce à de tels engagements, les FBC/FBO peuvent étudier des moyens d'adapter la production à la demande du marché, maximisant ainsi les ventes. Leur niveau de vie et celui de leurs communautés rurales s'en trouvent ainsi améliorés.

Durabilité

La durabilité de ce projet est assurée, car les FBC/FBO sont formées pour investir les revenus générés dans le cadre de leurs projets agricoles financés. Là encore, puisque les projets agricoles sont habituellement gérés par les membres eux-mêmes, ils acquièrent de l'expérience qu'ils partagent généralement avec les populations rurales. Ils attirent ainsi de nouveaux membres qui contribuent aux fonds des groupes par leurs cotisations mensuelles et leurs contributions occasionnelles. Les groupes sont également encouragés à s'investir dans des régions où l'on peut trouver le matériel et les semences agricoles nécessaires localement. Les projets gagnent ainsi en résilience, et sont autofinancés après l'aide initiale.

Adaptabilité

Ce projet, démarré dans le nord du Ghana, a été étendu aux régions voisines et au sein des communautés rurales frontalières du Burkina Faso. Cela s'explique par le fait qu'il est basé sur l'esprit des coopératives et l'engagement des autochtones à réduire eux-mêmes la pauvreté rurale. Ce projet peut donc être adapté facilement dans chaque pays où le(s) gouvernement(s) est/sont prêt(s) à soutenir le développement rural basé sur l'occupation principale des communautés rurales en proposant des formations pratiques et des capitaux de départ/financements initiaux à des groupes organisés, au leadership engagé.

Ruth Ferkah, Ghana

Résultats

Les premiers bénéficiaires dans le cadre du projet se félicitent de la hausse générale du capital, des rendements agricoles, du marché et des infrastructures de stockage, entre autres. Il en résulte une amélioration globale du niveau de vie des membres du groupe et de la communauté au sens large.

Financement

Le financement de ce projet provient du gouvernement de la République de Corée, et ce pour toutes les activités.

Contacts

Lee, Young-Ho, Chef de projet

KOICA PIC Office, P.O. Box TL 586 UDS Dungu Campus-Tamale

Northern Region, Ghana (+233- 20-341-1170/ +233 (0)50 211 2488)

Youngholee925@gmail.com

2. Frederick Addo-Yobo, Agent de projet

P. O. Box TL 586 UDS Dungu Compus- Tamale

Northern Region, Ghana (+233-20 341-1170/ +233 (0)50 129 0227)

addoyobofrederick@yahoo.com

Photo



Susan Wanjiru Kiagiri, Kenya

Titre de la bonne pratique : Échanges technologiques pour l'adaptation au changement climatique en Afrique,

Pays : Royaume-Uni, Kenya, Rwanda, Cambodge, Mali, Swaziland, Vietnam

Objectif(s)

Le projet visait à lutter contre les effets du changement climatique en privilégiant les solutions technologiques de gaz propre et d'énergie renouvelable. Il s'agissait d'optimiser le temps consacré à la collecte du bois de chauffage en l'allouant plutôt à des activités génératrices de revenus.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Fida, Biogaz International, Bassin Versant Communautaire D'ifad Kirehe.

Efficacité de l'approche méthodologique

L'approche communautaire. Il a été noté que plus de 85 % des communautés rurales dépendent des combustibles traditionnels (bois de chauffage et charbon de bois, p. ex.) pour la cuisson et l'éclairage. Chaque jour, femmes et enfants marchent sur de longues distances à la recherche de bois de chauffage. Cela réduit le temps consacré aux activités génératrices de revenus et aux loisirs. En outre, la fumée inhalée lors de la combustion du bois de chauffage a des effets néfastes, comme les maladies respiratoires chroniques et les infections oculaires. Le Fond International de Développement Agricole FIDA a lancé un projet pilote sur le Flexi Biogaz, un système composé d'un sac en plastique faisant office de digesteur logé dans un tunnel de serre, comme solution technologique intégrée pour la gestion des déchets et les énergies renouvelables. La demande pour cette technologie est en hausse. De nombreux ménages produisent facilement leur propre biogaz, en particulier dans les zones rurales où la plupart des habitants sont de petits agriculteurs qui disposent des matières premières nécessaires.

Innovation

L'utilisation de déchets recyclables pour produire de l'énergie, ce qui permet de lutter contre les maladies respiratoires chroniques et les infections oculaires tout en favorisant la transition vers une planète à faibles émissions de carbone.

Durabilité

L'implication des organisations communautaires. Le projet est durable car après l'installation du digesteur de biogaz, le processus de recyclage est constant : ces agriculteurs ont en effet suffisamment de déchets organiques pour pouvoir les recycler.

Adaptabilité

Grâce à la popularité des concepts de transition juste, de changement climatique et d'énergie renouvelable, chaque individu œuvre désormais à minimiser ses niveaux d'émissions de carbone. L'utilisation du biogaz obtenu à partir de déchets organiques dans les ménages stimule également la transition vers une économie verte, raisonnable et durable.

Résultats

La technologie du Flexi Biogaz a été mise à l'essai auprès de petits producteurs laitiers. Des retours ont été fournis aux investisseurs, aux décideurs et aux agriculteurs potentiellement intéressés par l'adoption de cette technologie. En conséquence, 10 systèmes de Flexi Biogaz ont été installés dans de petites exploitations laitières à Nakuru (Kenya), dans le cadre du Projet de commercialisation des produits laitiers de petits exploitants financé par le FIDA. Dix autres systèmes ont été mis à l'essai à Kirehe (Rwanda) dans le cadre du Programme de gestion communautaire des bassins hydrographiques de Kirehe du FIDA. Le système est actuellement mis en œuvre au Cambodge, au Mali, au Swaziland et au Viet Nam.

Financement

Le FIDA et le Département du développement international du Royaume-Uni.

Contacts

Fida, Kenya et Biogas International Nairobi

Matériaux

Les membres de la communauté ont mené diverses campagnes auprès de leurs voisins sur l'importance du biogaz et sur sa rentabilité. Des brochures et des flyers ont été distribués.

Noutthong Alounthong, Laos

Intitulé de la bonne pratique: Réseaux universitaires sur la gestion des ressources naturelles et l'analyse socio-économique comparative

Pays impliqués: Sous-région du Grand Mékong

Objectif(s)

La sous-région du Grand Mékong (GMS) accueille l'une des plus riches biodiversité du monde. Cependant, le développement économique rapide de la région a un impact sur les ressources naturelles et cette biodiversité. Dans chaque pays, le gouvernement a créé une zone de protection nationale (ZPN). Des villageois vivent dans la zone du corridor de la ZPN. La pauvreté y est très répandue, et la subsistance de ces populations dépend fortement des ressources naturelles. Le projet vise donc à renforcer les capacités et à mener des recherches dans la sous-région du Grand Mékong. Il s'agit en tout premier lieu de conserver la biodiversité par le biais i) des évaluations de la pauvreté et de l'impact des activités du Programme environnemental de base et de l'Initiative des corridors de préservation de la biodiversité sur la réduction de la pauvreté ; ii) de la planification intégrée de l'utilisation des terres dans les corridors et iii) du développement des capacités des institutions locales

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

L'Université Mae Fah Luang en Thaïlande a entièrement formé le Réseau universitaire de la sous-région du Grand Mékong sur la gestion des ressources naturelles et de l'environnement (RU/SGM sur la GRNE) au côté de neuf universités membres, dont le président a signé le mémorandum de compréhension et accepté de répondre de manière proactive aux besoins urgents en matière de recherche et formation pour la GRNE dans la SGM. Les universités de 5 pays dont :

- Cambodge - Université royale d'agriculture (en collaboration avec l'Université royale de Phnom Penh)
- Chine (province du Yunnan) : Université agricole du Yunnan (en collaboration avec l'Université des sciences et technologies de Kunming)
- Vietnam : Université Nationale du Vietnam - HCM (en collaboration avec l'Université des Technologies de Hanoi)
- Laos : Université nationale du Laos
- Thaïlande : Université Khon Kaen (en collaboration avec l'Université Kasertsart)

Ses universités collaborent et travaillent en partenariat avec des organisations gouvernementales et des ONG dans leurs pays respectifs. Les connaissances et les expériences sont partagées afin d'atteindre cet objectif commun : la préservation de la biodiversité.

Efficacité de l'approche méthodologique

Les processus de renforcement des capacités dans le cadre de la coopération Sud-Sud sont les suivants :

- Mise en place d'un réseau universitaire dans les pays la SGM ;
- Identification de sites pilotes de biodiversité dans chaque pays ;
- Renforcement de la capacité de recherche régionale des professeurs des 11 universités et de leurs étudiants de troisième cycle par la formation, la recherche et le partage des connaissances ;
- Recherches dans les sites pilotes de biodiversité ;
- Partage des connaissances, des expériences et des enseignements

Innovation

Une compréhension et un objectif communs mènent à une meilleure gestion des ressources naturelles dans cette région. Cela peut être étendu à d'autres contextes similaires pour la gestion d'autres ressources, qui nécessitent une implication régionale. En outre, une meilleure gestion des ressources peut être atteinte pour renforcer les capacités de la population locale dans le pays. Les enseignements d'un pays peuvent être appliqués à d'autres.

Durabilité

Même s'il s'agit d'un projet pilote, il est considéré comme une bonne pratique puisque des ressources locales sont en place dans chaque pays. Le contexte et les enseignements tirés de l'évaluation de la pauvreté et de l'impact des activités du Programme environnemental de base et de l'Initiative des corridors de préservation de la biodiversité, de la planification et de la gestion intégrées de l'utilisation des terres et du renforcement des capacités des institutions locales peuvent être étendus à des domaines plus vastes.

Adaptabilité

Il s'agit du projet pilote n'ayant couvert que 5 paysages de corridors de biodiversité (1 site/pays) de 2006 à 2009. Les résultats de ce projet ont été mis à l'échelle des sites pilotes et appliqués à 9 autres paysages des pays de la SGM de 2009 à 2012. Entre 2012 et 2016, les neuf paysages de biodiversité de la SGM et les corridors prioritaires devaient également être consolidés en matière d'investissements et d'évaluation de l'approche. Ces trois phases ont été mises en œuvre dans le cadre de la coopération Sud-Sud entre les pays de la SGM.

Résultats

- Création de réseaux universitaires entre les pays de la sous-région ;
- Diplôme de Master pour 2 étudiants diplômés dans chaque pays ;
- Renforcement de la capacité de recherche du personnel universitaire et des étudiants des cycles supérieurs prenant part au projet ;
- Échange des résultats de la recherche entre 5 pays ;
- Création d'un état des lieux de la pauvreté, de données socio-économiques de base, d'options de subsistance et de la planification de l'utilisation des sols ;
- Identification et mise en œuvre des interventions du projet ;
- Documentation des résultats des interventions relatives aux moyens d'existence et synthèse sur chaque site ;
- Partage et acquisition des connaissances et des expériences au sein des 5 pays au moyen de visites d'étude, de conférences internationales, etc. ;
- Publication et diffusion des résultats du projet.

Financement

Le projet a été financé par le Centre des opérations environnementales de la Banque Asiatique de développement dans le cadre du Programme environnemental de base de la sous-région du Grand Mékong et de l'Initiative des corridors de préservation de la biodiversité.

Contacts

GMS Environment Operations Center, 23rd Floor.

The Offices at Central World 999/9 Rama 1 Road

Pathumwan Bangkok 10330

Tel: (+66) 2 207 4444

Fax : (+66) 2 207 4400

Email : info@gms-eoc.org

Website : www.gms-eoc.org

Matériaux and photos

- Une technique spéciale (« Ten Seeds Technique », ou TST) pour les enquêtes socio-économiques ;
- Des approches pour l'évaluation socio-économique ;
- La normalisation des méthodologies et des analyses de collecte de données socio-économiques et sur les moyens de subsistance ;
- La collecte de données sur l'utilisation des sols (dans le temps et l'espace) ;
- Des indicateurs comparatifs socio-économiques aux niveaux national, des districts et des villages ;
- Des documents et rapports de projet sur les impacts des recommandations d'interventions en matière de moyens de subsistances.
- Site Internet : <http://www.gms-eoc.org/>



Phonethip Vorachith, Laos

Titre de la bonne pratique: G9173 Sous-région du Grand Mékong : soutien aux moyens de subsistance dans les villes couloirs du Cambodge, du Laos et du Vietnam.

Pays impliqués: Laos, Vietnam, Cambodge

Objectif(s)

Le projet visait à piloter le développement du marché en vue de réduire la pauvreté dans la sous-région du Grand Mékong (GMS), en développant :

- Des marchés pour les vendeurs informels pauvres.
- L'accès au financement par le biais d'un modèle de microfinancement reproductible soutenu par les institutions de microfinancement (IMF) locales ; et
- Le renforcement des capacités et la formation à la gestion des opérations de marché et de microfinancement, en vue d'une utilisation durable des infrastructures commerciales ; et
- Des campagnes de sensibilisation comprenant des programmes de promotion et de marketing.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

La Banque asiatique de développement (BAD) a apporté son assistance technique à trois agences de mise en œuvre de premier plan : le Département des travaux publics et des transports de Battambang (Cambodge), le Comité populaire provincial de la province de Quang Tri (Vietnam) et le Département des travaux publics et des transports, Savannakhet (Laos). Chacun d'eux gérait le projet dans la ville de leur choix. Néanmoins, ils se sont coordonnés, ont échangé des retours et communiqué sur leur progression pour s'encourager mutuellement et réussir.

Efficacité de l'approche méthodologique

- Création d'un marché dans chaque ville sélectionnée. Préparation d'un examen environnemental initial permettant d'identifier les impacts environnementaux potentiels et de s'assurer que des mesures sont identifiées pour les atténuer. Réalisation d'une étude de marché et d'une analyse de la chaîne de valeur pour évaluer les contraintes. Sélection, accès et admission des bénéficiaires parmi les associations de vendeurs. Création des comités de gestion du marché ; évaluation des besoins des bénéficiaires afin d'identifier l'aide sociale supplémentaire requise pour accroître la participation des femmes.
- Aide micro financière pour les vendeurs sur les marchés : prêts accordés par les IFM adaptés aux besoins des vendeurs et de leurs PME. Soutien aux Institutions Financières et Monétaires IFM pour l'élaboration et la mise en œuvre de manuels et de formation en matière de crédit, et de cours destinés aux bénéficiaires, en particulier les femmes.

- Campagne de formation et de sensibilisation : renforcement des capacités de gestion, d'exploitation et d'entretien de l'infrastructure matérielle fournie dans le cadre du projet ; appui des activités du comité de gestion du marché ; aide aux vendeurs du marché informel pour qu'ils rejoignent les diverses associations de vendeurs ; et avec l'aide des IMF et du personnel formateur, renforcement des capacités et de la confiance des populations urbaines défavorisées, en particulier les femmes, pour créer leurs entreprises commerciales prospères, reposant sur une bonne planification commerciale et gestion du marketing.
- Services de gestion, de suivi et d'audit de projets.

Innovation

Le renforcement des capacités du comité de gestion et aux vendeurs du marché de nuit et l'octroi de microcrédits sont une approche efficace qui devrait être utilisée et reproduite pour les prochains projets. Cela contribue à réduire la pauvreté dans les provinces de chaque pays. Dans le même temps, les nouveaux marchés de nuit attirent également les touristes : ils s'inscrivent dans le cadre du plan de développement urbain des provinces.

Durabilité

Les projets sont liés aux couloirs économiques Est-Ouest et Sud de la sous-région du Grand Mékong. L'un des facteurs de réussite les plus importants pour le succès et la viabilité du projet, outre la construction du marché, est son fonctionnement, ainsi que l'appui continu au développement de nouveaux produits et services des chaînes de valeur pour les vendeurs du marché nocturne. Cet aspect est géré par le comité de gestion du marché, et implique les organisations concernées comme le secteur industriel et commercial, entre autres. Les contributions et l'appropriation, le soutien au fonctionnement du marché nocturne.

Adaptabilité

Trois nouveaux marchés à Kayson Phomvihane (Laos), Dongha (Vietnam) et Battambang (Cambodge) ont été construits. Des marchés nocturnes construits avec des espaces et des stands réservés pour les femmes (quotas), comprenant des installations comme des toilettes séparées pour les femmes. Les trois marchés peuvent accueillir 600 stands de vente.

400 bénéficiaires de microcrédits ont reçu les fonds nécessaires à leur opération commerciale. D'autres ont reçu une subvention pour leur fonds de roulement.

Les membres du comité de gestion du marché et du comité de vendeurs du marché ont été formés. Ils disposent des compétences et des connaissances requises pour gérer le marché nocturne après le terme du projet : 1. Préparation du plan d'emprunt et gestion des prêts 2. Gestion financière 3. Tenue de registres 4. Gestion des déchets 5. Gestion de base du marketing

6. Planification des activités 7. Sécurité alimentaire et hygiène 8. Développement de produits et 9. Compétences en communication.

Mécanismes de gestion de projets opérationnels mis en place par les organismes d'exécution et de mise en œuvre avec l'appui des consultants en gestion de projets ; système de gestion et de performance réalisable du projet mis en place ; plans de travail mis en œuvre ; égalité des genres assurée dans la gestion du projet et du marché, le tout en 2018. Une unité de gestion de projets a été établie dans chaque province. La performance du projet a fait l'objet d'un suivi au moyen de rapports mensuels, trimestriels et annuels. Le comité de gestion du marché et le groupe de vendeurs du marché ont été créés pour gérer le fonctionnement du marché.

Résultats

Trois nouveaux marchés à Kaysone Phomvihane (Laos), Dongha (Vietnam) et Battambang (Cambodge) ont été construits. Des marchés nocturnes construits avec des espaces et des stands réservés pour les femmes (quotas), comprenant des installations comme des toilettes séparées pour les femmes. Les trois marchés peuvent accueillir 600 stands de vente.

400 bénéficiaires de microcrédits ont reçu les fonds nécessaires à leur opération commerciale. D'autres ont reçu une subvention pour leur fonds de roulement.

Les membres du comité de gestion du marché et du comité de vendeurs du marché ont été formés. Ils disposent des compétences et des connaissances requises pour gérer le marché nocturne après le terme du projet : 1. Préparation du plan d'emprunt et gestion des prêts 2. Gestion financière 3. Tenue de registres 4. Gestion des déchets 5. Gestion de base du marketing 6. Planification des activités 7. Sécurité alimentaire et hygiène 8. Développement de produits et 9. Compétences en communication.

Les mécanismes de gestion de projets opérationnels mis en place par les organismes d'exécution et de mise en œuvre avec l'appui des consultants en gestion de projets ; système de gestion et de performance réalisable du projet mis en place ; plans de travail mis en œuvre ; égalité des genres assurée dans la gestion du projet et du marché, le tout en 2018. Une unité de gestion de projets a été établie dans chaque province. La performance du projet a fait l'objet d'un suivi au moyen de rapports mensuels, trimestriels et annuels. Le comité de gestion du marché et le groupe de vendeurs du marché ont été créés pour gérer le fonctionnement du marché.

Financement

Source du financement : Subvention 9173-REG : soutien aux moyens d'existence dans la sous-région du Grand Mékong pour les villes couloir grâce à un financement de 2,5 millions US\$ du Fonds japonais pour la réduction de la pauvreté et de la BAD.

Phonethip Vorachith, Laos

Contact

Responsable de la BAD : Javier Coloma Brotons

Département de l'Asie du Sud-Est

Division du développement urbain et de l'eau, SERD

Siège de la BAD

6 ADB Avenue, Mandaluyong City 1550, Mero Manila, Philippines

Matériaux et photos

- Présentation du développement du marché nocturne - Enseignements et bonnes pratiques
- Présentation des objectifs et des volets du projet.
- Fiche technique du projet
- Rapport de l'évaluation des besoins en formation (Laos)
- Étude de faisabilité
- Site Web : <https://www.adb.org/projects/46074-001/main#project-pds>



Cristelle Ramaroson, Madagascar

Titre de la bonne pratique: Appuyer les femmes entrepreneures des Très Petites Entreprises et Petites et Moyennes Entreprises (TPE/PME) pour une meilleure promotion sociale des travailleurs et pour l'effectivité du mécanisme de transition des activités informelles vers celles des formelles.

Pays: Madagascar et d'autres pays d'Afrique francophone.

Objectifs

La volonté de s'engager sur la voie de promotion de l'agenda du travail décent et la mise en œuvre des actions de la Direction de la Promotion du Travail Décent (DPTD) s'engage dans un objectif précis dont la promotion sociale des travailleurs et pour l'effectivité du mécanisme de transition des activités informelles vers celles des formelles.

Le thème choisi dans cette initiative qui est de «Promouvoir le travail décent par la promotion sociale des femmes », concrétisée par le partenariat avec Entreprendre au Féminin Océan Indien EFOI pour une collaboration de formation.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Entreprendre au Féminin Océan Indien, EFOI Madagascar est activement en relation avec le réseau de femmes entrepreneures de la Région qui assure la promotion des membres aussi bien sur le plan national qu'international surtout celles du monde rural dans l'objectif de soutien mutuel et partage afin de bénéficier des opportunités d'affaires.

Efficacité de l'approche méthodologique

La collaboration entre la Direction de la Promotion du Travail Décent (DPTD) et l'Entreprendre au Féminin de Océan Indien (EFOI) se traduit par un partenariat relatif à un accompagnement des membres de l'EFOI par des formations pratiques liées à leurs activités en les aidants à uniformiser les outils de gestion de base dont les matières suivantes : Comptabilité simplifiée, Montage de projet simplifié, Principes fondamentaux du Travail simplifiés.

L'accord conduira à l'effectivité du mécanisme de transition des activités informelles vers celles des formelles.

Innovation

Ce qui singularise cette initiative réside dans le fait que les membres de l'EFOI sont catégorisés majoritairement dans l'économie rurale et artisanale ; ces femmes œuvrent dans des petites et micro entreprises, des unités individuelles ou familiales.

La formation octroyée leur apporte un outil de gestion au quotidien et facilite les diverses opérations dont elles auront à assurer dans leurs activités internes et externes. Ces notions leur permettront la maîtrise opérationnelle.

Durabilité

Concernant les membres formés (Antananrivo et Antsiranana) :

- Les orientations et les accompagnements seront assurés en permanence ; que ce soit au niveau du plateau qu'individuellement par la DPTD qui restent entièrement disponibles.
- Le suivi évaluation permettra de situer forces et faiblesses ; les opportunités et menaces par rapport à l'évolution interne et externe afin de retracer les perspectives à adopter.

Coopération ultérieure :

- La formation des autres membres et la sensibilisation conjointe (DPTD et les membres de bureau de l'EFOI) seront effectuées pour (2020-2021) pour les femmes même pour celles qui se trouvent dans les zones un peu plus reculées.

Adaptabilité

Les bonnes pratiques iront à l'endroit des autres groupes du milieu rural et artisanal dont le Ministère du Travail est actuellement en phase de constitution des données par secteurs d'activités ruraux et artisanaux.

Ayant assisté au Forum sous régional de la transition de l'économie informelle au Togo (octobre 2019), les bonnes pratiques de ces pays (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Tunisie, Togo, Algérie, Mauritanie) nous serviront pour des pistes d'actions sur les différentes interventions dans l'économie rurale à Madagascar.

Par rapport aux actions de ces pays, les orientations seront appliquées selon le contexte.

Résultats

Les Résultats attendus ; après le processus de partenariat entre les deux entités, il sera attendu que :

- Un partenariat entre le ministère en charge du travail et l'EFOI renforcé
- Plus de la moitié des activités informelles recensées en activités formelles
- Plus de la moitié des travailleurs recensés bénéficiant de promotion sociale
- Les secteurs d'activités ruraux et artisanaux catégorisés
- Les bonnes pratiques des autres pays appliquées

Cristelle Ramaroson, Madagascar

Financement

Le budget de fonctionnement interne de la DPTD, plus précisément le budget général du Ministère du Travail

Contacts

M. Razafimanantsoa Jerson, Directeur Général du Travail et des Lois Sociales

iersitls@yahoo.fr

M. Razanandraibe Lala Formateur

lalaharisoa@gmail.com

Matériaux

Des manuels de formation, sur la comptabilité simplifiée, le montage de projet simplifié, les principes fondamentaux du Travail simplifiés.

Amadou Dia, Mauritania

Titre de la bonne pratique : Etudes de faisabilité du projet du chemin de fer du G5 Sahel « le Transsaharien ».

Pays impliqués : G5 Sahel : Burkina Faso, Mali, Mauritania, Niger, Chad.

Objectifs

- De garantir des conditions de développement et de sécurité dans l'espace des Etats membres,
- D'offrir un cadre stratégique d'intervention permettant d'améliorer les conditions de vie des populations,
- D'allier le développement et la sécurité, soutenus par la démocratie et la bonne gouvernance dans un cadre de coopération régionale et internationale mutuellement bénéfique et
- De promouvoir un développement régional intégré et durable.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Le G5 Sahel a été créé le 16 février 2014 à Nouakchott, en République Islamique de Mauritanie qui abrite son siège (le Secrétariat Permanent) et sa convention a été adoptée le 19 décembre 2014. Il regroupe cinq Etats membres à savoir : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. En ce qui concerne le volet infrastructure ferroviaire le G5 Sahel s'appuie sur le dispositif institutionnel composé comme suit :

- Le comité des ministres du G5 Sahel en charge des infrastructures ferroviaires ;
- Le Comité de pilotage composé d'experts des Etats membres ;
- Le secrétariat des deux organes est assuré par le Secrétariat Permanent du G5S dont le siège est à Nouakchott en Mauritanie.

Plusieurs partenaires techniques financiers comme la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), La Banque Mondiale, ou la Banque Africaine de Développement (BAD), La coopération bilatérale, l'Union Européenne (UE), Japon, Chine etc...

Efficacité de l'approche méthodologique

Les approches stratégiques d'intervention du G5 Sahel se résument ainsi :

- *Approche régionale* : toutes les interventions ont une visée régionale
- *Faire-faire* : le G5 Sahel mobilise les compétences et les services des différents intervenants pour la mise en œuvre de ses programmes et projets
- *Priorités accordées aux zones transfrontalières* : enclavées, difficiles d'accès, à faible densité humaine, situées entre au moins deux Etats membres

- *Complémentarité et subsidiarité* : le G5 Sahel s'inscrit en complément de l'action des Etats et contribue, dans une perspective régionale, à la mise en œuvre des programmes et projets dans les Etats membres concernés.

Innovation

Le G5 Sahel est une organisation de développement, dont l'originalité réside dans le couplage, dans la réflexion en amont comme dans l'action en aval, entre la défense et la sécurité d'une part, et le développement durable intégré d'autre part.

Le G5 Sahel est doté d'une Stratégie pour le Développement et la Sécurité du G5 Sahel (SDS) bâtie autour de 4 axes stratégiques d'action :

- Axe Défense & Sécurité,
- Axe Gouvernance,
- Axe Infrastructures
- Axe Résilience & développement humain.

Durabilité

Les Chefs d'Etats du G5 Sahel ont convenu d'accorder la première priorité à la solidarité régionale à travers le choix de projets intégrateurs pour les cinq pays ou de projets à caractère régional. Lors du Sommet ordinaire du 20 novembre 2015 à N'Djamena, ils ont décidé, pour améliorer les dessertes, la construction d'une ligne de chemin de fer reliant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad

En vue d'opérationnaliser cette décision, les ministres en charge des infrastructures ferroviaires (Niamey, juin 2016) ont créé un Comité de pilotage composé de deux (02) experts par pays chargé de la mise en œuvre d'une feuille de route. Pourquoi le chemin de fer ? Parce que, durant des décennies, la route a été privilégiée sur le continent Africain au détriment du rail, encore que, les linaires des routes aménagées sont largement en deçà des besoins et leurs entretiens ne sont pas correctement assurés.

Or le chemin de fer permet de transporter plus facilement des pondéreux via des conteneurisations, comme les produits pétroliers, halieutiques, le charbon, les minerais etc. Et sur les transports de longues distance et de masse, le train est beaucoup plus compétitif que la route en termes de coût de revient (surtout pour des pays dépourvus de réseaux autoroutiers denses)

Adaptabilité

Les cinq pays qui composent le G5 Sahel s'étendent sur une superficie de 5 096 328 km² (≥ 1/5 du continent africain), d'où la nécessité de renforcer leurs infrastructures de transport et de mettre en réseau les cinq pays de manière plus dynamique, condition indispensable pour envisager la mise en valeur du potentiel de son espace,

Accorder la priorité à la solidarité régionale à travers le choix de projets intégrateurs ou de projets à caractère régional est à mon avis un atout fondamental pour l'adaptabilité d'une bonne pratique en matière de coopération sud-sud dans n'importe quel contexte et région du monde.

Résultats

- La ligne ferroviaire du G5 Sahel renforcera les échanges commerciaux entre les pays.
- Elle permettra notamment d'approvisionner les pays de l'hinterland par en produits divers en province d'Europe et des côtes mauritaniennes (poisson) et en retour, les autres types de produits fruitiers, agricoles et animaliers propres aux pays sans littoral pourront être acheminés vers la Mauritanie et au-delà vers le Maghreb Arabe.
- Elle va permettre une promotion du commerce transfrontalier depuis la façade maritime de la Mauritanie jusqu'à la centralité continentale.
- Les gares associées aux autres services de proximité et de sécurité liés à l'exploitation de la ligne, favorisera un brassage de cultures, un vecteur d'intégration et va générer des revenus et sécuriser les populations (particulièrement dans les zones situées aux frontières des pays et de faible densité humaine).

Financement

Lors de la 5ème session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etats du G5 Sahel tenue le 05 février 2019 à Ouagadougou, les Chefs d'Etats ont instruit le Secrétariat Permanent de réaliser l'étude de faisabilité du projet de chemin de fer sur ses fonds propres (ce qui est fait) à travers un Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) qui est l'instrument de mise en œuvre de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité du G5 Sahel (SDS) et s'articule autour des axes d'intervention : Défense & Sécurité, Gouvernance, Infrastructures et Résilience & développement humain.

Contacts

Dia Amadou: Membre du comité du pilotage du projet de construction de la ligne de chemin de fer du G5 Sahel

Chef Service des infrastructures maritimes et fluviales à la Direction des Infrastructures de Transport au Ministère de l'Équipement et des Transports/Mauritanie

Mikaïlou Sibide: Expert Infrastructures au secrétariat permanent du G5 Sahel à Nouakchott/Mauritanie

Matériaux

Consulter le site web pour tout autre éléments d'information: www.g5sahel.org

Juan Francisco Sanchez Arroyo, Mexique

Établissement : Chambre nationale des industries du sucre et des alcools.

Titre de la bonne pratique : Conduite responsable des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement, axée sur la migration de main-d'œuvre et l'embauche équitable.

Pays impliqués : Mexique – Guatemala.

Objectif(s)

Les ateliers visent à sensibiliser les employeurs, à unir les efforts et à partager les expériences pour améliorer les conditions de recrutement des travailleurs migrants des deux pays.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Les participants à ces ateliers sont des représentants des employeurs des deux pays et des intermédiaires. Ceux-ci interagissent dans une dynamique participative, en partageant leurs expériences dans un dialogue ouvert sur les sujets abordés lors des discussions. Avec la participation de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en tant que modérateur. Les sujets sont liés à la coopération entre le Mexique et le Guatemala.

Efficacité de l'approche méthodologique

Une méthodologie de dialogue ouvert par thèmes, qui a été très productive car de nombreux thèmes et expériences ont été partagés, ce qui a provoqué des discussions et des propositions selon des points de vue différents, ainsi que le partage de moyens de résoudre les problèmes soulevés.

Innovation

La participation de l'OIT en tant que modérateur et animateur, étant donné qu'il n'existe pas de leadership et de pouvoir de rassemblement au sein des organisations d'employeurs permettant de rassembler les différentes industries.

Durabilité

La pratique est durable du fait qu'elle n'exige rien de plus que la réunion et la participation active des participants. Cette pratique peut durer dans le temps et se transformer en forums qui peuvent se répéter tout au long de l'année et aboutir à des partenariats entre les participants.

Adaptabilité

Juan Francisco Sanchez Arroyo, Mexique

Ce type de rencontres, d'alliances, entre secteurs industriels et organismes employeurs, est très facilement adaptable puisqu'elles peuvent se spécialiser selon les besoins des participants. Il en va de même pour les problèmes et les changements qui pourraient survenir au niveau national ou international.

Résultats

Grâce à cet atelier et à l'expérience de la chambre, outre les connaissances partagées sur le recrutement responsable, nous entretenons également des contacts avec divers participants.

Contacts

Helena Perez (animatrice) perezh@improvingworklife.com

Randall Arias (ariasr@ilo.org)

Financement

Le financement est assuré par l'hôte de l'atelier.

Matériaux et photos



Asmat Ullah, Pakistan

Titre de la bonne pratique : Projet SUCCESS

Pays impliqués : Pakistan, Inde, Tadjikistan

Objectif(s)

Le programme SUCCESS (Programme économique à destination du Sind financé par l'union européenne) a pour but de permettre au gouvernement de la région du Sind d'appuyer les initiatives de développement pilotées par la communauté (DPC) dans toute la province, par le biais d'une enveloppe dédiée, reposant sur une politique spécifique et chiffrée en partenariat avec les institutions communautaires, et appuyée par les programmes de soutien rural (PSR). L'objectif spécifique est de stimuler les initiatives locales de DPC pour réduire la pauvreté dans huit districts ruraux du Sind, en accordant une attention particulière à l'autonomisation des femmes. SUCCESS vise également à diffuser à plus grande échelle les enseignements tirés grâce à une campagne promotionnelle reposant sur des données probantes auprès des parties prenantes et dans les médias. Il s'agit d'amplifier les approches de développement réussies, tout en capitalisant sur les expériences du DPC dans le cadre de la coopération régionale Sud-Sud.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Institutions : Les institutions des populations aidées dans le cadre du programme SUCCESS, telles que les organisations communautaires, les organisations villageoises et les organisations de soutien local, participent directement à la planification et à la mise en œuvre de diverses interventions : subventions génératrices de revenus (SGR), fonds d'investissement communautaires (FIC), micro-assurance maladie (MAM), formation technique et professionnelle (FTP) et infrastructures physiques communautaires (IPC).

Organismes de mise en œuvre : Le Programme national de soutien rural, le Programme de développement rural du Thar, l'Organisation de soutien rural du Sind, le Réseau de programmes de soutien rural et Ernst & Young aident directement les institutions communautaires et le gouvernement du Sind à adopter et à mettre en place une politique de développement communautaire et de réduction de la pauvreté dans les provinces. Il s'agit d'aider les communautés rurales à lutter contre la pauvreté et d'autonomiser les populations marginalisées dans la province, en particulier les femmes.

Partenaires de développement : Union européenne, Aga Khan Foundation/Mountain Societies Development Support Programme (AKF/MSDSP), Tadjikistan.

Toutes ces organisations, y compris les institutions communautaires, les organismes de mise en œuvre et les partenaires de développement interagissent. Elles échangent des ressources et proposent des visites d'étude, leur expertise technique et leurs connaissances quant aux meilleures pratiques concernant le développement rural, la réduction de la pauvreté et l'autonomisation des femmes.

Efficacité de l'approche méthodologique

Le programme SUCCESS s'appuie sur l'approche de mobilisation sociale locale à trois niveaux du DPC, développée avec succès dans le cadre des PSR au Pakistan. Cette approche s'appuie sur le cadre conceptuel développé par le Dr Akhtar Hameed Khan dans les années 1950 et 1960 dans le cadre du célèbre projet Comilla au Bangladesh, ensuite affiné au début des années 1970 par M. Shoaib Sultan Khan, dans le cadre du projet Daudzai (Pakistan). Ce cadre a été développé et élargi par le Programme de soutien rural de l'Aga Khan (PSRAK) sous la direction de M. Shoaib Sultan Khan, directeur de l'organisation pendant 12 ans. Plus tard, il a continué d'inspirer le mouvement de mobilisation sociale en Inde, au Tadjikistan, en Afghanistan et dans plusieurs autres régions en développement.

Le programme SUCCESS s'appuie sur une méthodologie éprouvée de mobilisation sociale ayant impacté la vie de millions de personnes dans d'autres pays d'Asie centrale et du Sud. Graduellement, l'approche des PSR en matière de mobilisation sociale, qui implique le regroupement de petites organisations communautaires, l'implication de militants communautaires et la création de liens étroits avec les gouvernements, s'est étendue à toute la région de l'Asie du Sud et centrale. Sous l'égide de la Fondation Aga Khan, les enseignements du PSRAK dans la région du Gilgit ont été appliqués au Tadjikistan dans les années 1990, pour être adoptés par le Mountain Societies Development Support Programme (MSDSP). En 1994, dans le cadre des programmes de réduction de la pauvreté en Asie du Sud (SAPAP) du PNUD, Shoaib Sultan Khan, pionnier des PSR et aujourd'hui président du Réseau des programmes de soutien rural, a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD pour mettre en place des projets pilotes dans la région afin de reproduire l'approche des PSR. En Afghanistan, le Programme de solidarité nationale (PSN) s'est construit sur les principes adoptés par Akhtar Hameed Khan et le PSRAK au nord du Pakistan.

Innovation

Ci-après les éléments pertinents pour d'autres contextes nationaux :

- Approche participative
- Organisation
- Économies

- Synergies avec les gouvernements locaux
- Implication communautaire
- Simple et partagé
- Contextuel
- Appropriation
- Rentable
- Reposant sur des données probantes

Durabilité

Les éléments suivants confèrent à la bonne pratique son caractère durable :

- L'organisation : l'organisation des ménages en institutions communautaires
- Le versement de millions aux fonds d'investissement communautaires
- La participation des populations marginalisées et pauvres à la planification du développement rendra les bonnes pratiques durables. Dès que d'autres pays, dont l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan, auront fait part de leur expérience en matière de réduction de la pauvreté dans le cadre d'une approche axée sur le développement communautaire, cette pratique pourra durer aussi longtemps que nécessaire. Cela requiert que les ménages restent organisés, tiennent des réunions régulièrement, que les fonds d'investissement communautaires soient renouvelables, que des économies soient réalisées, que les plans de développement des villages et de mobilisation de ressources soient élaborés, que tous leurs membres participent au processus décisionnel et que des liens solides soient tissés avec le gouvernement local et les ministères compétents, pour une meilleure prestation de services.

Adaptabilité

Ces bonnes pratiques de mobilisation sociale et de développement communautaire ont démarré dans les années 1950 au Bangladesh. Elles ont produit des résultats remarquables, avant de faire office de tremplin pour le lancement de programmes de réduction de la pauvreté et de développement rural au Pakistan, au Tadjikistan et en Inde. Les conditions suivantes doivent être remplies pour assurer son adaptation à d'autres pays :

- La communauté est prête à mobiliser son potentiel en s'organisant en institutions communautaires
- Le processus de développement, les ressources et l'autorité décisionnelle doivent être directement gérés par la communauté à leur base
- La communauté doit planifier et bâtir le projet, puis être responsable du suivi des progrès réalisés

Asmat Ullah, Pakistan

- La communauté est prête à créer une épargne et à lever des fonds d'investissement communautaire.

Résultats

Sur la base des objectifs du programme SUCCESS, les principaux résultats sont les suivants :

- Permettre au gouvernement du Sind, à partir de 2018, d'appuyer et de soutenir les initiatives locales de développement communautaire dans toute la province, par le biais d'une enveloppe budgétaire provinciale, sur la base d'une politique précise et chiffrée, en partenariat avec les institutions communautaires.
- Stimuler les initiatives locales de développement communautaire pour réduire la pauvreté dans huit districts ruraux du Sind, en accordant une attention particulière à l'autonomisation des femmes.
- Environ 770 000 ménages ruraux répartis dans 8 districts ont été mobilisés et habilités par l'intermédiaire d'organisations communautaires. Au moins 70 % d'entre elles continueront d'opérer efficacement au terme du programme.
- Une hausse moyenne et durable de 30 % des revenus des ménages pauvres.
- Amélioration des services économiques et sociaux et des avantages communautaires découlant de l'optimisation des infrastructures communautaires et des actifs productifs, exploités et entretenus avec la participation de la collectivité.

Financement

Union Européenne

Contacts

Asmat Ullah, Responsable Communication et Recherche, Programme SUCCESS

E-mail : asmat.kakar@nrsp.org.pk

Harouna Thiam, Sénégal

Titre de la bonne pratique : Projet Insertion des Sortants de la Formation Professionnelle et technique

Pays impliqués : Sénégal, Mali, Luxembourg.

Objectifs

Cette initiative est relative au partage d'expérience en matière d'insertion professionnelle du Sénégal avec les acteurs de la formation professionnelle du Mali à l'occasion de la table ronde de Bamako sur la professionnalisation des centres aux méthodologies d'insertion des jeunes de la formation professionnelle organisé par l'Institut Supérieur de Formation Professionnelle ISFP Mali. Cette initiative a permis aux acteurs maliens en charge de la formation et de l'insertion de s'inspirer de notre expérience de plusieurs années avec l'OIT à travers le projet ISFP qui va démarrer avec le ministère de l'emploi de la formation professionnelle et de l'artisanat (MEFPA), la quatrième phase du programme.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

Les institutions et partenaires impliqués dans la mise en œuvre sont principalement les ministères malien et sénégalais en charge de la formation professionnelle et technique et de l'emploi à travers leurs directions et services. En outre, nous avons également nos partenariats tels que la coopération avec le Luxembourg à travers son agence exécutive Lux-development mais aussi et surtout le projet ISFP de l'OIT au Mali et au Sénégal. Les institutions des deux pays du sud ont tout d'abord interagi par le benchmarking des autorités maliennes en charge de la formation professionnelle avec l'équipe ISFP Mali et Sénégal. Ensuite organisation de la table ronde de professionnalisation des établissements de la formation professionnelle à Bamako où j'étais invité à partager l'expérience Sénégalaise en la matière.

Efficacité de l'approche méthodologique

L'approche méthodologique utilisée a été très efficace dans la mesure où elle fait l'objet d'une grande appropriation. Elle a consisté d'abord par un partage de documentation sur les résultats obtenus au Sénégal. Ensuite nous avons préparé des présentations devant un grand public composé des autorités en charge de la formation et de l'emploi, de chefs d'établissements de la formation de partenaires techniques et financiers. Les autorités ont présenté les priorités du système malien de la formation et de l'emploi, l'OIT et l'Organisation des Nations Unis pour le Développement Industriel (ONUDI) ont exposés les axes d'accompagnement et moi-même l'expérience sénégalaise dans le cadre l'appui à l'insertion à travers le dispositif mise en place dans les centres de formation et les lycées techniques.

Innovation

Au Sénégal nous avons mis en place dans les établissements de formation professionnelle et technique un dispositif performant qui prend en charge l'insertion des formés et des diplômés à travers une note circulaire du ministre en charge de la formation professionnelle. Ce dispositif nous l'avons appelé Cellule d'appui à l'insertion (CAI). Ce dispositif est composé de plusieurs membres (administration et équipe pédagogique, entreprises, autorités locales et partenaires techniques et financier) selon l'établissement et à la tête duquel il y a un coordonnateur. Ce dispositif dispose d'un cahier de charge élaboré de façon participatif et inclusif et qui détermine ses missions, sa composition et son fonctionnement.

Durabilité

A Bamako nous avons partagé le dispositif mise en place par les autorités sénégalaise pour prendre en charge les préoccupations liées à la formation mais aussi à l'insertion des diplômés et stagiaires du secteur public. Nous avons fait focus sur un établissement qui avait bien réussi la mise en œuvre du dispositif, il s'agit du centre de formation professionnelle de Matam au nord du Sénégal. Cette expérience a permis aux acteurs maliens de la formation de s'approprier de la mise en œuvre et jusqu'à présent nous recevons des informations sur les résultats obtenus de cette mise en œuvre.

Adaptabilité

Actuellement dans la zone CEDEAO Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et UEMOA Union Economique et Monétaires Ouest Africaine, les autorités en charge de la formation des pays membres sont en train d'harmoniser leur pratique en la matière. Ce contexte d'harmonisation favorise les bonnes pratiques entre les pays membres des deux zones économiques cités . L'expérience sur la formation et l'insertion que nous avons mis en place depuis plus de dix ans avec les agences du système des nations unies (BIT, ONUDI et PNUD) est très adaptable dans tous les pays membres de la CEDEAO et de l'UEMOA à l'exemple du Mali et de la Guinée et Mauritanie où j'ai eu l'opportunité de partager l'expérience Sénégal.

Résultats

- Appropriation de l'expérience sénégalaise par les acteurs de la formation et de l'emploi maliens
- Mise en œuvre réussi des cellules d'appui à l'insertion dans le dispositif de formation malien

Harouna Thiam, Sénégal

Financement

Les fonds investis dans la mise en œuvre de cette bonne pratique proviennent du projet Insertion des Sortants de la Formation Professionnelle (ISFP) du BIT au Mali, projet mise en place dans le cadre du deuxième programme de coopération Luxembourgeoise (PIC II)

Contacts

Eric Sylvestre ancien CTP ISFP : ericstilvestre@orange.sn

Nteba Soumano : nsoumano@orange.sn ; soumano@ilo.org

Dieudonné Nahimana actuel CTP : didonahimana@hotmail.com ; nahimanad@ilo.org

Djibril Coulibaly coordonnateur IDEA1/ONUDI : pdersl@gmail.com

Matériaux

Les principaux matériaux utilisés sont des fiches ethniques, des présentations, PowerPoint, une documentation physique entre autre.

Palesa Mahlatji, Afrique du Sud

Titre de la bonne pratique : Offrir des possibilités réellement novatrices aux jeunes.

Pays impliqués : Afrique du Sud, Kenya, Zimbabwe et Botswana.

Objectif(s)

Faire que des jeunes inemployables soient formés et puissent créer leur entreprise. Il s'agit de formaliser le tissu économique et de le rendre évolutif, afin de briser le cycle de la pauvreté dans les zones rurales. Le programme « Start-Up-to-Scale up » met à disposition un stand portable aux jeunes entreprises n'ayant pas les moyens d'investir dans des bureaux. Ce stand permet de convertir n'importe quel emplacement en un lieu de travail amovible, instantanément. Nous sommes un catalyseur pour les entreprises informelles qui veulent se lancer : nous leur proposons des formations, des ressources et un financement à petite échelle. Nous agissons car nous croyons que les entrepreneurs sont la solution pour dynamiser notre économie, créer des emplois et lutter contre le chômage.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Le Mandela Washington Fellowship nous a donné l'occasion d'étendre ou d'intégrer notre solution non seulement en Afrique du Sud, mais également au Kenya, où nous avons collaboré avec une institution (M-Lesson), trois établissements scolaires et un organisme sans but lucratif : Garden of Hope.

Nous avons été sélectionnés par l'Union africaine pour présenter notre innovation au Botswana. Nous avons reçu des commandes de Namibie, du Zimbabwe, du Sénégal et de Libye. Nous avons travaillé avec le réseau Gratitude : une entreprise basée aux États-Unis qui sélectionne des start-ups à forte croissance et les aide à se développer. Nous nous rendrons en France pour le « Social Inclusive Bootcamp », événement préparant les start-ups africaines à trouver des investisseurs. Cette société nous a permis de continuer à collaborer avec d'autres pays africains et a conféré au projet un caractère durable et évolutif.

Efficacité de l'approche méthodologique

Participatifs. Nous commençons par donner aux enseignants les moyens d'intégrer les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au sein du système éducatif à l'aide de notre « laboratoire solaire », qui tient dans un sac. Pour ce faire, nous formons les jeunes scolarisés et les jeunes chômeurs aux Technologies de l'Information : informatique orientée utilisateur, codage et programmation en réalité augmentée/virtuelle, préparation à l'emploi et à l'entrepreneuriat.

Une fois les compétences obtenues, nous utilisons un réseau de pairs pour mettre à disposition un stand portable aux jeunes entreprises n'ayant pas les moyens d'investir dans des bureaux. Nous les présentons à des entrepreneurs déjà en activité, de sorte qu'ils puissent apprendre

leurs meilleures pratiques durant trois mois. Cela a permis de créer un réseau de collaboration entre jeunes entreprises.

Innovation

- Le SUSU (Start-Up-Scale-Up) est un processus innovateur qui met à disposition un stand portable aux jeunes entreprises n'ayant pas les moyens d'investir dans des bureaux. Ce stand permet de convertir n'importe quel emplacement en un lieu de travail amovible, instantanément. Ceci est pertinent pour de nombreux pays africains. En effet, plus de 60 % des commerçants évoluent dans l'informalité, et la plupart d'entre eux ont du mal à démarrer leur entreprise.
- Mallettes de « laboratoire solaire » individuelles dotées d'une batterie de charge solaire et de lunettes de RA/RV.
- Rendre l'éducation inclusive pour les écoles et les communautés mal desservies en se concentrant sur les groupes vulnérables : jeunes scolarisés et non scolarisés, fillettes et enfants handicapés vivant principalement dans les zones rurales, les townships, les bidonvilles et les camps de réfugiés. Il s'agit avant tout de rendre les jeunes employables en les dotant des outils et des ressources nécessaires pour créer des emplois et être compétitifs sur le marché du travail, afin de créer une économie sociale à plein emploi en Afrique.

Durabilité

Nos bénéficiaires et nos clients sont deux groupes distincts. Nos bénéficiaires sont les écoles mal desservies et les étudiants non scolarisés vivant principalement dans les régions rurales, les townships ou les bidonvilles. Ils n'ont généralement pas les moyens de payer pour des produits ou services.

Nos principaux clients sont des écoles privées, des agences gouvernementales et des entreprises. Nous les approchons à l'aide d'un marketing B2B, en leur proposant une approche « deux achetés, un offert » qui s'aligne généralement sur leurs stratégies d'entreprise en matière d'investissement social.

Le marché de masse est notre client secondaire : enseignants, jeunes, parents et jeunes entrepreneurs. Nous proposons nos produits d'entreprises à particuliers à un tarif réduit pour des formations en groupe. Nous offrons également la possibilité de louer nos produits, ou de s'abonner et de souscrire à des mensualités.

Adaptabilité

En élargissant et en intégrant notre solution non seulement en Afrique du Sud, mais aussi au Kenya, au Zimbabwe et au Botswana, nous avons appris que les meilleures pratiques naissent de la collaboration, en particulier entre le gouvernement et les organismes sans but lucratif, afin d'assurer le respect de la loi et une intégration transparente. Ils disposent en effet de la base de données et des réseaux d'entreprises et de jeunes pouvant tirer parti de nos

innovations et de nos solutions. Cela a permis d'adapter facilement la solution dans des contextes et des pays variés.

Résultats

À ce jour, nous avons formé environ 10 140 enseignants et élèves et avons impacté un total de 1883 élèves. 150 d'entre eux ont bénéficié d'opportunités pédagogiques pour poursuivre leur carrière. 15 sont actuellement employés et 9 ont créé leur propre entreprise. Notre première classe de 33 élèves, avec laquelle nous avons commencé en 2015, est désormais en 12e année. Elle recevra un certificat accrédité en Technologie de l'Information : CNC de niveau 3 - Informatique utilisateur.

Nous avons aidé 7 entrepreneurs à démarrer leur entreprise en leur permettant d'être formés, et grâce à la solution de stockage solaire portable. Nous les avons également accompagnés pour qu'ils reçoivent des

financements à échelle moyenne et trouvent des investisseurs.

Financement

Nous nous sommes efforcés d'être aussi autonomes que possible en vendant notre solution aux gouvernements, aux entreprises, aux écoles privées et aux parents.

Année	Chiffre d'affaires	Bailleurs de fonds externs
2017	R 197 986	GovTech
		Spark/Ygap
		GIBS
		Engen P&P
2018	R 595 000	SAB Foundation
		GAP Innovation Hub
2019	Fin d'année (mars)	Services SETA

Contacts

Lindsay Cilliers Red BullAamphiko-
specialistgeneralist@gmail.com

IAN CALVERT-Red Bull amaphiko Academy
ian.calvert@redbull.com

Thiloshnee Vythilingam- SAB Foundation
Thiloshnee.Vythilingam@za.abinbev.com

Palesa Mahlatji, Afrique du Sud

Matériaux et photos

<http://www.melenial.com/2018/11/12/digitally-empowering-the-youth-palesa-mahlatji/>

<https://www.pressreader.com/south-africa/daily-dispatch/20181211/281762745341601>

https://youtu.be/CfxV_aM0p8M



Eyawélé Atta, Togo

Titre de la bonne pratique : Mise en place d'un dispositif de traçabilité des apprenants dans le système de formation professionnelle agricole et rurale au Togo.

Pays : Togo, Sénégal, Allemagne

Objectifs

Evaluer la qualité de l'insertion professionnelle, la qualité des formations et l'adéquation des formations aux emplois des diplômés et de développer une coopération avec les diplômés.

Coopération entre institutions et pays pour atteindre les objectifs

- Les établissements et centres de formation professionnelle agricole pour améliorer l'organisation pédagogique et assurer le suivi de leurs apprenants et diplômés,
- Le Ministère chargé de l'Agriculture qualité des formations
- Le Ministère chargé de la formation professionnelle pour améliorer la qualité des formations
- Le Secrétariat Technique permanent du plan sectoriel de l'éducation pour l'amélioration de la pertinence du système éducatif
- L'Agence nationale pour l'emploi qui, à travers la Direction de l'Observatoire de l'emploi, a assuré l'opérationnalisation du dispositif et l'accompagnement à l'insertion
- La coopération allemande (GIZ) à travers son Programme Formation professionnelle et emploi des jeunes assure l'appui financier

Efficacité de l'approche méthodologique

L'approche de traçabilité adoptée par le Togo est une approche mixte participative (micro et macro). Le niveau micro concerne le centre de formation qui a la responsabilité de faire le suivi et de mesurer de façon autonome l'impact de ses interventions dans le champ de la formation. Le niveau macro concerne le niveau national avec la centralisation et la compilation des données par la direction de l'Observatoire de l'Emploi de l'Agence nationale pour l'emploi pour l'analyse et la prise de décisions.

Innovation

Généralement en Afrique, il n'existe pas de mécanisme pour faire le suivi des diplômés du système éducatif classique et particulièrement les formations professionnelles agricoles et rurales qui restent déterminantes pour soutenir et accroître la productivité agricole qui constitue le socle des économies togolaise. Ce faisant, on pourra relever les défis de la pauvreté qui s'avère être essentiellement rurale.

Durabilité

La volonté politique d'améliorer continuellement la qualité et la pertinence des formations. La place de l'agriculture et de la formation professionnelle agricole dans le dispositif de formation au Togo. La demande de la formation agricole est de plus en plus croissante. La culture de l'évaluation des formations avec l'appui du Partenariat mondiale pour l'éducation. La mise en place d'un Observatoire de l'emploi qui assure progressivement le système d'informations sur le marché du travail à travers ses études et analyses sur les déterminants de l'offre et de la demande d'emploi.

Adaptabilité

- Harmoniser les contenus, les parcours et les certifications des formations
- Existence des accords de partenariats entre les pays et les partenaires techniques et financiers concernés
- Bonne culture en Technologie de l'Information et de la Communication.

Résultats

- Elaboration, formation des acteurs et installation du logiciel dans les centres de formation professionnelle agricole
- Les outils de traçabilité ont été étudiés, harmonisés et mis en place dans les trois pays francophones à savoir le Togo, le Bénin et le Burkina Faso à la suite d'un atelier régional au Togo avec l'appui financier de l'agence Allemande de coopération internationale (GIZ)
- Actuellement, ce dispositif est en étude au sein de l'UEMOA pour la mutualisation des ressources de formation professionnelle et d'emploi dans le cadre du PEFOP (Plateforme d'Expertise en Formation Professionnelle) du pôle UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture) de Dakar

Financement

Agence allemande de coopération internationale (GIZ) à travers son Programme Formation professionnelle et emploi des jeunes

Contacts

ABBEY Kokouvi, Directeur de l'Observatoire de l'emploi, (00228) 90 91 76 38, kokabb2001@yahoo.fr

Edmond Comlan AMOUSSOU, Directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi, (00228) 90 04 13 20, camoussou@hotmail.com

Eyawélé Atta, Togo

Matériaux et photos

Questionnaires de collecte de données

Logiciel informatique

Le projet est toujours en phase pilote, en adaptation avant sa mise à l'échelle.

Photo

Voir ci-dessous photo du logiciel

PAGE D'ACCUEIL DU LOGICIEL



Kumbirai Blessing Nyamwena, Zimbabwe

Titre de la bonne pratique : Cas du programme brésilien « More Food for Africa »

Pays : Zimbabwe, Brésil

Objectif(s)

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud entre le Brésil et le Zimbabwe, les deux (2) gouvernements ont ratifié un protocole d'accord pour coopérer dans le domaine de l'agriculture en appuyant la mécanisation et le développement de l'irrigation (modernisation des exploitations).

Cette coopération a été mise en œuvre dans le cadre du programme brésilien « More Food for Africa ». Le constat était le suivant : au terme du programme de réforme agraire, les exploitations agricoles zimbabwéennes (quasiment similaires aux exploitations brésiliennes) accusaient un retard en matière de mécanisation, ce qui affectait la production et la productivité.

Les agriculteurs sont également formés à la gestion des ravageurs et des pesticides, ainsi qu'à d'autres bonnes pratiques agricoles, notamment en ce qui concerne le maïs (l'aliment de base du pays), le coton et la canne à sucre. Récemment, les deux pays ont commencé à coopérer dans le domaine de la recherche et de la production de viande bovine.

Le Gouvernement brésilien a lancé le programme « More Food for Africa » (son principal programme de coopération au Zimbabwe), dans le cadre duquel les agriculteurs peuvent accéder à des machines agricoles et à du matériel d'irrigation grâce à des facilités de prêt et des plans de remboursement très favorables. Il s'agit avant tout d'améliorer la production et la productivité agricoles, les disponibilités alimentaires et les revenus des agriculteurs. Cela s'aligne sur les objectifs de développement durable des Nations unies, à savoir l'éradication de la pauvreté et de la faim.

Le programme vise surtout les petits exploitants agricoles manquant de ressources et vivant dans des zones communales (A1 et petits exploitants commerciaux). Cela s'inscrit dans l'orientation politique du Gouvernement brésilien en matière de renforcement des capacités des exploitations agricoles familiales.

Coopération entre les institutions et les pays pour atteindre les objectifs

Le programme brésilien « More Food for Africa » a été lancé en Afrique, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Sénégal et au Zimbabwe dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

L'orientation politique principale du programme est au cœur de la démarche brésilienne visant à donner aux agriculteurs manquant de ressources les moyens de disposer de machines, d'équipements et de meilleures technologies agricoles.

L'Afrique est confrontée à des défis similaires à ceux du Brésil, notamment en termes de production agricole, de disponibilité alimentaire et de pauvreté.

L'objectif principal du programme « More Food for Africa » est de mettre des machines agricoles et du matériel d'irrigation à la disposition des petits exploitants par le biais de prêts concessionnels assortis de plans de remboursement souples, et ce afin d'augmenter la disponibilité alimentaire et les revenus agricoles. Au Brésil, les fermes familiales se sont avérées être un succès.

Les ministères et services gouvernementaux en charge de l'agriculture, du repeuplement rural, de l'eau, du climat, de l'environnement, de la jeunesse, des femmes, des transports et de l'énergie participent à ce programme. Outre les services gouvernementaux, le programme est soutenu par le secteur privé (banques commerciales [Agribank et IDBZ] et fournisseurs d'intrants), les organisations agricoles (coordination des agriculteurs) et les universités (universités et collèges agricoles qui effectuent des recherches dans les exploitations et conseillent les agriculteurs). Les dirigeants locaux sont également très impliqués dans la mise en œuvre du programme.

Le programme a reçu le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Une plateforme de partage d'information a été mise en place. Chaque partie prenante peut y faire part de ses retours d'expérience.

Efficacité de l'approche méthodologique

Le programme « More Food for Africa » vise à accroître la production et la productivité agricoles par la mécanisation et la modernisation des exploitations agricoles chez les petits exploitants (moins de six hectares par ménage). Le programme a pour but d'accroître la production agricole en se concentrant sur la principale céréale : le maïs.

Historiquement, les petits agriculteurs sont les plus nombreux à produire du maïs, d'où ce ciblage. Le nombre de petits agriculteurs a également augmenté (environ 1 600 000 ménages) à la suite du programme de réforme agraire.

Avant la mise en œuvre du programme dans les communautés agricoles, des enquêtes de référence ont été réalisées sur les types de sols, la disponibilité de l'eau, l'accès au marché et le renforcement du comité de gestion de l'irrigation (la dynamique de groupe a été analysée). Le

niveau de maturité des agriculteurs et de l'ensemble de la communauté en matière d'utilisation des machines et de l'équipement a été évalué. Le processus était participatif. Des informations ont également été recueillies auprès des dirigeants communautaires (leaders d'opinion).

Là où le programme est mis en œuvre, les disponibilités alimentaires et les revenus ont augmenté tant au niveau des ménages (famille) que des communautés. Cela peut être expliqué par les formations des agriculteurs au début du programme, les lignes de financement, la disponibilité en temps opportun des intrants agricoles et l'adhésion politique des instances locales.

Innovation

Les sites ou les dispositifs ayant bénéficié des machines agricoles et du matériel d'irrigation dans le cadre du programme « More Food for Africa » ont été regroupés en coopératives, ou groupes de petits agriculteurs ayant moins de six hectares de terres arables. Les coopératives ont reçu du matériel d'irrigation (enrouleurs de tuyaux ou pivots centraux, en fonction de la nature du sol de la communauté agricole) et entre un et trois tracteurs (avec certains outils tels que herse à disques, charrues à disques, pulvérisateurs à rampe, épandeurs et planteurs).

Lorsque ces coopératives agricoles avaient fini de travailler sur leurs terres, elles pouvaient louer leurs tracteurs et leurs machines. Les fonds générés étaient affectés à la réparation et à l'entretien des machines et du matériel ainsi qu'au remboursement des prêts auprès de banques commerciales.

Chaque membre de la coopérative a versé une contribution de 100 \$US à titre de frais d'adhésion. Les activités des coopératives ont été coordonnées par un comité de gestion du plan d'irrigation (CGI) composé d'environ sept membres qui respectent une constitution établie et approuvée par tous les agriculteurs des coopératives. Le mandat de chaque comité est clairement défini dans la constitution.

Les membres de la coopérative (agriculteurs) s'accordent pour œuvrer à ce que leurs activités agricoles soient un succès, et pour rembourser la facilité de prêt provenant du Brésil. Ainsi, des fonds supplémentaires pourront être débloqués afin de financer d'autres agriculteurs et d'autres programmes gouvernementaux.

Des fonctionnaires du Gouvernement du Zimbabwe (ministère des Terres, de l'Agriculture, de l'Aau, du Climat et du Repeuplement rural) contrôlent l'utilisation des machines et des équipements, ainsi que la perception des redevances perçues pour la location de ces derniers. Les fonds sont collectés pour être ensuite transmis à une banque commerciale gérant la facilité de prêt du Brésil. Les fonds collectés sont reversés comme suit : 75 % au Gouvernement brésilien, 10 % aux réparations et à l'entretien et 14 % aux conducteurs de tracteurs et opérateurs de machines.

Durabilité

Le programme « More Food for Africa » contribue à l'atteinte de l'objectif visant à porter de 150 000 à 220 000 hectares la superficie irriguée fonctionnelle. Le programme permet de multiplier le nombre de machines agricoles et les superficies irriguées dans le pays et d'accroître l'efficacité des exploitations.

Le Gouvernement dispose d'un personnel hautement qualifié qui conseille les agriculteurs quant aux meilleures pratiques d'utilisation des machines et de l'équipement

Grâce à l'appui du Gouvernement, des partenaires de développement et du secteur privé (semences, engrais, machines et matériel agricoles, services de vulgarisation), on constate actuellement une amélioration progressive du rendement des cultures dans les différents secteurs agricoles.

Des fonctionnaires ont été formés au fonctionnement des machines et du matériel par des experts brésiliens. Des entreprises locales ont également été en mesure d'assembler et d'entretenir l'équipement et les machines. Des emplois ont été créés dans le secteur : certains services vendent des pièces détachées aux communautés agricoles.

Pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition, les agriculteurs doivent travailler main dans la main avec les acteurs de la chaîne de valeur. À cet égard, le secteur privé doit travailler avec les agriculteurs afin d'accroître la production agricole et la productivité.

Les communautés vivant dans des zones arides entourant les périmètres irrigués bénéficient de la formation agricole (services de vulgarisation) et des liens actuellement créés avec le marché.

Adaptabilité

Le programme « More Food for Africa » permet d'augmenter le nombre de machines agricoles (agriculture mécanisée) et d'accroître les superficies irriguées dans le pays. Le concept des coopératives agricoles, au sein desquelles les agriculteurs peuvent obtenir des fonds (prêts) en tant que groupes et partager l'infrastructure, l'équipement et les machines peut être reproduit partout au pays.

Ces avancées technologiques sont essentielles pour accroître la production et la productivité agricoles. Les nouvelles technologies entraînent toujours des coûts supplémentaires, tels que leur adoption par la formation du personnel des exploitations agricoles.

Grâce à l'appui du Gouvernement, des partenaires de développement et des secteurs académiques et privés (semences, engrais, machines et matériel agricoles, services de

vulgarisation), on constate actuellement une amélioration progressive du rendement des cultures dans les différents secteurs agricoles.

Les communautés paysannes doivent continuer de prendre conscience de l'importance du programme. Cela peut se faire par la sensibilisation des dirigeants locaux (traditionnels) qui sont les gardiens des communautés.

Pour être reproduites, les expériences positives et les meilleures pratiques doivent être partagées par le biais de plates-formes informatives ou de programmes d'échange dans l'ensemble de la région.

Résultats

Le programme « More Food for Africa » a été créé par le Gouvernement brésilien pour soutenir des projets de développement agricole et améliorer la production et la productivité des exploitations familiales en Afrique. Les disponibilités alimentaires ont augmenté au niveau des ménages et des communautés.

Dans certaines communautés, certains agriculteurs ont même ajouté de la valeur à leurs produits, tandis que d'autres produisent désormais selon les besoins du marché. Les communautés résistent aujourd'hui mieux aux chocs et aux inquiétudes engendrés par le changement climatique. Leur agriculture est désormais « intelligente ». Grâce à la mise à disposition de machines agricoles, de matériel d'irrigation et d'infrastructures, produire est devenu possible sur des zones et des terres marginales, autrefois non adaptées.

Au Zimbabwe, ce programme a renforcé les capacités des agriculteurs ayant bénéficié de la réforme agraire et foncière. Les agriculteurs ont également été formés à la négociation des prix et aux questions de sécurité et de santé. Les salaires des travailleurs agricoles ont également augmenté en raison de la hausse de la production. Le Gouvernement zimbabwéen a également formé les communautés aux questions de parité hommes-femmes et du VIH/sida dans le secteur agricole.

Le Gouvernement brésilien a joué un rôle crucial dans le renforcement des capacités de notre secteur agricole. Ce renforcement est toujours en cours en ce qui concerne la lutte contre les ravageurs et les maladies, suite à l'apparition du Légionnaire d'automne et de la cochenille farineuse. Les chercheurs et les agriculteurs ont bénéficié d'une formation sur la gestion des ravageurs et des pesticides mise en place par le Gouvernement brésilien.

L'économie du Zimbabwe dépend fortement du secteur agro-industriel. Le Gouvernement continue de le gérer en priorité par le biais de programmes de mécanisation agricole et de développement de l'irrigation. Le Gouvernement brésilien complète les efforts déployés par le

Gouvernement zimbabwéen pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition, les agriculteurs doivent travailler main dans la main avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur. À cet égard, les entreprises privées doivent travailler avec le Gouvernement et les agriculteurs afin d'accroître la production agricole et la productivité.

Financement

Le Gouvernement zimbabwéen a obtenu une facilité de prêt du Gouvernement brésilien pour l'acquisition de nouvelles machines et équipements agricoles d'un montant de 98 600 000 \$US. Le programme visait à renforcer la capacité des petits agriculteurs (communaux) à produire des cultures vivrières (céréales). Ce prêt a permis d'obtenir des tracteurs, des herbes à disques, des charrues à disques, des semoirs, des épandeurs d'engrais et du matériel d'irrigation (entre autres) aux agriculteurs de tout le pays. La phase I du projet a permis de disposer d'équipements d'une valeur de 38 000 000 \$US. Au total, 146 sites ont été identifiés et ont bénéficié du nouvel équipement et des nouvelles machines.

Contacts

Directeur général (Mécanisation et développement de l'irrigation - ministère des Terres, de l'Agriculture, de l'Eau, du Climat et du repeuplement rural) _ M. Reston Justin Muzamhindo No. 1 Borrowdale Road, Ngungunyana Building, Harare, Zimbabwe

E-mail : restonjustinm@gmail.com

Directeur - Eng Rabson Gumbo (Service de Mécanisation - ministère des Terres, de l'Agriculture, de l'Eau, du Climat et du repeuplement rural). No. 1 Borrowdale Road, Ngungunyana Building, Harare, Zimbabwe

E-mail : rabgumbo@gmail.com / gumbor@moa.gov.zw

Directeur - Dr Conrad Zawe (Service d'Irrigation - ministère des Terres, de l'Agriculture, de l'Eau, du Climat et du repeuplement rural). 12th Floor Kaguvi Building, Corner Causeway and Simon Vengai Muzenda Road, Harare, Zimbabwe

E-mail : conradezawe@yahoo.com

Matériaux et photos

www.moa.gov.zw

<https://www.zbc.co.zw/byo-kraal-irrigation-project-set-for-massive-expansion/>

<https://twitter.com/InfoMinZW/status/1134755259203674112/video/1>

<https://www.theindependent.co.zw/2017/11/10/brazils-agric-implements-programme-not-donation>



Lancement du programme brésilien « More Food for Africa » par l'ancien Président du Zimbabwe, accompagné de l'Ambassadeur du Brésil



Pompes à eau d'un système d'irrigation dans la province du Matebeleland



Journée du maïs dans l'un des systèmes bénéficiaires



Production de légumes (chou frisé) dans le cadre d'un programme d'irrigation



Récolte de maïs chez l'un des petits exploitants agricoles



Le Gouvernement, à l'occasion du lancement du programme « More Food for Africa » (mai 2015)